

DÉFENDRE LA SOCIÉTÉ CIVILE

■ ■ ■ Guide Pratique

Conseils pour participer dans les Réformes
de Loi relatives aux ONG

Sous la rédaction conjointe de
International Center for Not-for-Profit Law (ICNL)
et Le Secrétariat du Mouvement Mondial pour la Démocratie
auprès de la Fondation Nationale pour la Démocratie (NED)



WORLD MOVEMENT *for* DEMOCRACY
Confronting the Challenges to Democracy in the 21st Century

1025 F Street, NW, Suite 800 / Washington, DC 20004 / USA
Tel: +1 202 378 9700 / Fax: +1 202 618 4609
world@ned.org / www.wmd.org

INTRODUCTION

Comme sa sainteté le Dalai Lama, l'Archevêque Desmond Tutu, et l'ancien Président Tchèque, Vaclav Havel, entre autres, ont écrit dans leur lettre conjointe (<http://www.wmd.org/documents/DCS/EPGletterJan09.pdf>) avalisant le *Rapport sur la Défense de la Société Civile* (http://www.wmd.org/sites/default/files/media/rapports_sur_la_défense_de_la_société_civile/Defending%20Civil%20Society%20-%20Anglais.pdf) en 2009, " la démocratie ne peut pas prospérer si les citoyens ne participent pas librement dans les politiques et les changements sociaux, et pendant de nombreuses années les groupes de la société civile ont fourni aux citoyens les moyens de le faire de façon pacifique."

Aujourd'hui, plusieurs gouvernements à travers le monde utilisent de plus en plus des mesures juridiques restrictives pour contraindre les groupes de la société civile et les empêcher de faciliter la participation des citoyens dans les domaines de développement politique et social. Pour réagir contre cette tendance régressive, les gouvernements, les organisations de la société civile et la communauté internationale se sont engagés dans des efforts de plaidoyer qui ont en même temps réussi et échoué pour réformer les mesures juridiques restrictives et pour éviter l'adoption de nouvelles mesures.

Dans le cadre de ces efforts, le Mouvement Mondial pour le Démocratie et le Centre International Portant sur la Loi régissant les Organisations à But Non Lucratif (ICNL) ont lancé le projet Défendre la Société Civile en 2007. Le projet est venu répondre aux demandes d'assistance formulées par les militants engagés, pour documenter les enseignements tirés les plus importants, compiler des informations pratiques sur différentes questions et identifier les outils qui ont été utilisés pour mettre en place des stratégies de réformes efficaces.

La plupart des représentants de la société civile reconnaissent que des lois correctement rédigées régissant les organisations de la société civile (OSC) sont primordiales pour la protection de la liberté d'association, d'expression et de réunion, et nécessaires pour le développement de la société civile. En même temps la loi peut être utilisée et elle est souvent utilisée pour restreindre l'espace juridique et miner la protection des libertés fondamentales. Ceci peut parfois rendre les militants de la société civile méfiants à l'égard des initiatives de réformes juridiques susceptibles d'introduire des restrictions et des limites dans l'espace civique. Par conséquent les lois régissant la société civile doivent « faciliter » et « habilitier » plutôt que de contrôler la société civile. Il est cependant dans l'intérêt de la société civile de participer activement dans le développement des cadres juridiques.

Pour aider à cet égard, cette Boite d'outils compile les expériences de ceux qui ont participé dans les initiatives des réformes juridiques dans plus de douze pays à travers le monde. Pour s'assurer que cette boite d'outils soit pertinente et pratique autant que possible le Mouvement Mondial et l'ICNL ont demandé à des centaines de représentants de la société civile dans plus de 40 pays de partager leurs connaissances, expériences et informations.

Les stratégies et les tactiques de plaidoyer varient selon le contexte politique (régimes totalitaires, démocraties transitionnelles, démocraties en voie de consolidation), par conséquent les propositions contenues dans cette boite à outils doivent être examinées attentivement selon le contexte de votre pays. L'idée derrière la boite à outils est que le partage d'expériences pratiques et d'enseignements tirés contribue à renforcer les capacités de ceux qui cherchent à réformer les lois régissant la société civile.

Nous espérons que ce Guide pratique fournira les conseils, les astuces, les outils et les stratégies que les organisations et les militants à travers le monde peuvent prendre en considération lorsqu'ils planifient les efforts visant à réformer les cadres juridiques de la société civile.

Produite dans plusieurs langues, ce guide pratique comprend les chapitres suivants:

- Comprendre et évaluer les environnements restrictifs
- Faire participer la société civile
- Implication des communautés diplomatiques et de donateurs
- Implication des médias
- Etablir le dialogue entre le gouvernement, les parlementaires et d'autres parties prenantes
- Survivre dans un environnement très restrictif

▫

Avant de commencer une initiative de réforme juridique, vous devez:

- **Examiner le degré d'ouverture de l'espace politique dans votre pays.** C'est le facteur clé pour déterminer le potentiel de réussite de la participation dans une initiative de réforme. Les objectifs de réforme doivent être fixés avec une prise de conscience des opportunités politiques et des limites. Ceci dit, même si l'espace politique est très restrictif, les progrès vers la réforme sont possibles de plusieurs façons concrètes, tels que le renforcement des capacités de la société civile afin d'analyser le cadre juridique local, l'approfondissement de sa prise de conscience par rapport aux dangers qui menacent la liberté de réunion et la liberté d'association, ou l'union des groupes civiques pour contester une loi qui a un impact négatif sur la société civile de manière générale.
- **Comprendre et accepter les risques encourus.** Même lorsqu'on cherche à éviter la confrontation, il est toujours important d'être critique envers le gouvernement lors du contrôle du processus politique et pendant la participation dans le plaidoyer visant les réformes. Alors que vous pensez qu'il est nécessaire de transiger sur certaines dispositions, vous devez veiller à ne pas compromettre vos principes démocratiques fondamentaux.
- **Soyez prêt pour une longue bataille.** Le processus de réformes peut généralement prendre plusieurs années ou plus. Lors du processus d'amendement d'une loi ou l'élaboration d'une nouvelle loi, il y a souvent de nombreuses ébauches, et le climat politique ainsi que les acteurs peuvent changer fréquemment et de manière inattendue. Il est donc important, pour ceux qui sont impliqués dans les efforts de réformes juridiques, il faut rester vigilant face aux changements politiques, cependant pour ceux qui sont impliqués

Chapitre 1: COMPRENDRE ET EVALUER LES ENVIRONNEMENTS RESTRICTIFS

Un point de départ fondamental afférent à l'environnement juridique et réglementaire touchant la société civile est une bonne analyse juridique des points forts et des faiblesses réglementaires de cet environnement. Une bonne évaluation permet de déterminer une stratégie de réforme et de fournir la base pour sa mise en œuvre. Cette section nous donne un aperçu pratique sur deux aspects clés de l'évaluation: la phase de conception et la phase de mise en œuvre.

La Phase de Conception

Avant de faire une évaluation, il est **essentiel de définir les besoins de l'évaluation et de concevoir le processus d'évaluation**. Cette section est destinée à fournir une liste des exceptions préjudiciables avant d'entamer l'évaluation.

- **Identifier la nature de la menace ou l'opportunité, afin de définir la portée de l'évaluation.** Les réponses aux questions suivantes vous aideront à déterminer la portée de l'évaluation: Quel est l'enjeu? Est-ce un projet de loi préparé par le gouvernement qui une fois la loi promulguée, elle pourrait astreindre l'espace civique? Est-ce la mise en vigueur d'une loi qui existe déjà et qui pourrait d'une certaine façon représentée une menace pour la société civile? Est-ce le harcèlement des organisations de la société civile (OSC) ou des militants des organisations de la société civile sous différentes formes telles que des actions extrajudiciaires ou illégales de la part du gouvernement (ou un tiers)? Y-a-t-il des préoccupations quant à l'adéquation du cadre juridique dans son ensemble? Ou est-ce que c'est une combinaison de ce qui précède? Par ailleurs, est-ce que l'évaluation doit concerner l'environnement juridique de tout le secteur ou se concentrer sur les sous-secteurs désignés, tels que les défenseurs des Droits Humains ou les prestataires des services sociaux?
- Dans certains cas, il serait utile de faire une évaluation exhaustive qui examine le cadre général de la société civile. Dans d'autres cas, l'évaluation pourrait être plus ciblée. Mais dès le début, **il faut que les parties prenantes se mettent d'accord sur la portée de l'évaluation.**

L'EXEMPLE du CAMBODGE

Au Cambodge, le gouvernement a publié un projet de loi sur les Associations et les ONG en Décembre 2010, qui est devenu au centre des efforts de plaidoyer tout le long de l'année 2011. Des besoins sur le terrain ont exigé l'évaluation de ce projet de loi en se demandant jusqu'à quel point il était compatible ou incompatible avec les normes internationales, les bonnes pratiques de réglementation et l'environnement juridique local.

L'EXEMPLE du MALAWI

Au Malawi, des préoccupations ont apparu au cours 2011 concernant l'environnement juridique et réglementaire. Ce n'était pas dû à un projet de loi spécifique, mais plutôt en raison de différentes circonstances, y compris la rhétorique du gouvernement hostile à la société civile; aux révisions portées aux lois d'application générales, telle que la Loi sur la Police qui pourrait avoir des répercussions sur les Organisations de la Société Civile; ainsi que le harcèlement extra-légal ou légal mené contre les militants de la société civile. Les besoins sur le terrain appellent à une évaluation du cadre opérationnel globale de la société civile.

- **Tenir compte du but principal et du public cible de cette évaluation.** Est le principal objet de l'évaluation, à savoir: (1) préparer les informations pour les Organisations de la Société Civile afin de faire connaître la campagne de sensibilisation et de défense des intérêts particuliers, (2) fournir une analyse qui sera partagée avec le gouvernement hôte, (3) mobiliser la communauté

diplomatie internationale, (4) impliquer les donateurs, ou (5) réaliser d'autres objectifs? Il est important de savoir qui va consulter cette évaluation et comment sera-t-elle utilisée.

CONSEILS PRATIQUES

Si l'évaluation est principalement destinée à un public international, il est important d'analyser la contrainte dans le cadre des normes juridiques internationales. Si l'évaluation est principalement destinée à la communauté des donateurs, il est important d'analyser l'impact des contraintes sur les programmes de financement des bailleurs de fonds. Si l'évaluation est destinée à influencer les responsables gouvernementaux, il est important d'évaluer la législation par rapport aux normes d'intérêts du gouvernement.

L'EXEMPLE de la RUSSIE

En Russie, lorsque le projet de loi régissant les Organisations de la Société Civile a été promulgué à la fin 2005, les défenseurs sont devenus conscients que le gouvernement a été particulièrement intéressé par la façon dont les autres gouvernements du G8 gouvernements ont réglementé les différentes questions qui ont été abordées par le projet de loi. Le public cible de l'évaluation des défenseurs comprend entre autres, le gouvernement lui-même ainsi que d'autres défenseurs locaux, et les approches réglementaires des autres pays du G8 ont été par conséquent mises au premier plan.

- **Participer à la cartographie générale des Parties Prenantes.** Quelles sont les institutions et les personnes qui s'intéressent au processus et aux résultats de l'évaluation? Les parties prenantes comprennent la société civile, le gouvernement, les législateurs, les philanthropes, la communauté des affaires, les médias, la communauté diplomatique internationale, la communauté internationale des donateurs et d'autres. Sur la base de cette cartographie, il faut se demander qui sera le mieux placé pour diriger le processus d'évaluation. Il faut penser également à former un groupe consultatif, un groupe de travail ou tout autre organe collectif pour orienter le processus d'évaluation et développer une plus grande appropriation du processus.
- **L'implication des décideurs dans les composantes du processus d'évaluation peut s'avérer très utile,** lorsque cela est possible. En faisant participer les décideurs dans l'identification des problèmes, ils deviendront par conséquent dévolus à résoudre les problèmes.
- **Lier l'évaluation à la stratégie de plaidoyer prévue.** La conception de l'évaluation doit prendre en compte, la stratégie de plaidoyer prévue. Par exemple, si la stratégie de plaidoyer appelle à l'engagement des différentes parties prenantes, il est important qu'ils participent le plus tôt possible dans le processus d'évaluation afin qu'ils aient droit de propriété sur les résultats de cette évaluation et sur les initiatives de plaidoyer qui découlent de ces résultats.
- **Planifier les méthodologies de collecte d'informations et de données.** Naturellement, il y aura des questions qui vont être soulevées concernant les moyens les plus efficaces à utiliser afin d'obtenir des informations de qualité à travers l'évaluation. Selon les circonstances et les ressources disponibles, les options pourraient inclure: (1) organiser des entrevues, des groupes de consultation, des ateliers et d'autres sessions avec les parties prenantes, (2) faire des enquêtes et des sondages pour fournir des données sur des questions d'intérêt, (3) recruter un expert local pour préparer une analyse en vertu de la législation nationale, et (4) recruter des experts internationaux pour préparer une analyse en vertu du droit international.

L'EXEMPLE du MEXIQUE

*Au **Mexique**, des enquêtes et des sondages ont été utilisés pour recueillir des informations auprès des groupes locaux.*

L'EXEMPLE de l'ILE MAURICE

*Dans **l'île Maurice**, des ateliers nationaux ont été organisés pendant et à la fin d'un processus d'évaluation exhaustif pour valider les résultats préliminaires et intermédiaires, afin de solliciter des commentaires supplémentaires sur les recommandations proposées, et sensibiliser quant aux résultats.*

L'EXEMPLE du VENEZUELA

*Au **Venezuela**, un expert juridique national a fait une analyse constitutionnelle du projet de loi proposé concernant le secteur, ce qui a contribué à renforcer les efforts de plaidoyer.*

L'EXEMPLE du CAMBODGE

*Il est souvent utile de regrouper l'expertise locale et les connaissances internationales. Afin de réagir au projet de loi du **Cambodge** sur les Associations et les ONG en 2010-2011, un groupe d'experts internationaux ont partagé leur analyse, axée sur une comparaison entre le projet de loi et les normes internationales, avec les partenaires locaux qui sont experts en droit interne.*

Phase de mise en œuvre: Substance de l'Évaluation

Dans le cadre de l'évaluation, on peut compter sur un certain nombre d'outils conçus pour obtenir des informations relatives à l'environnement juridique de la société civile.

- S'appuyer sur une liste de contrôle pour évaluer si la législation des organisations de la société civile est conforme aux pratiques internationales généralement acceptées.

Modèle de liste de contrôle

[\(<http://www.wmd.org/sites/default/files/ChecklistforCSOLaws.pdf>\)](http://www.wmd.org/sites/default/files/ChecklistforCSOLaws.pdf)

- Consulter les différentes méthodologies de recherche disponibles pour la collecte d'informations et identifier une méthodologie adaptée à votre évaluation.

CIVICUS Index de la Société Civile

[CIVICUS Civil Society Index \(CSI\)](https://www.civicus.org/csi/) (<https://www.civicus.org/csi/>) est une évaluation participative des besoins et un outil de planification de l'action de la société civile de par le monde.

Le CADRE ARVIN de la Banque Mondiale

Le Cadre ARVIN de la Banque Mondiale: Un Moyen pour Evaluer l'Environnement Favorable à l'Engagement Civique

[\(<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTPCEN/G/0,,contentMDK:20529003~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:410306,00.html>\)](http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTPCEN/G/0,,contentMDK:20529003~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:410306,00.html) est un outil analytique pour évaluer les facteurs juridiques et réglementaires, politiques et gouvernementaux, socioculturels et économiques qui affectent l'engagement civique sur cinq dimensions: Association, Ressources, Voix, Information, et Négociation.

L'INDEX DE DURABILITE DES ONG DE L'USAID

L'Index annuel de Durabilité des ONG évalue la force et la viabilité à long terme des secteurs d'ONG d'une région sur la base de sept dimensions de l'environnement de l'ONG:

l'environnement juridique, la capacité organisationnelle, la viabilité financière, le plaidoyer, l'image publique, la prestation de services, et l'infrastructure de l'ONG. Quatorze éditions afférentes à l'Europe centrale, l'Europe de l'Est et l'Eurasie sont disponibles. En 2009, l'Index a été étendu à l'Afrique Subsaharienne.

- ✓ *L'Index de Durabilité de l'ONG de l'USAID pour l'Europe Central, l'Europe de l'Est et l'Eurasie (http://www.usaid.gov/locations/europe_eurasia/dem_gov/ngoindex/)*
- ✓ *L'Index de Durabilité de l'ONG de l'U pour l'Afrique Subsaharienne (http://www.usaid.gov/our_work/democracy_and_governance/technical_areas/civil_society/angosi/)*

➤ Une fois le rapport d'évaluation est achevé, il faudra penser à sa publication et son utilisation. Une évaluation bien conçue et bien mise en œuvre fournit une base solide pour impliquer la société civile, la communauté diplomatique internationale et les médias et pour instaurer le dialogue avec le gouvernement, les parlementaires et d'autres intervenants.

Chapitre 2: IMPLIQUER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les efforts visant à réformer les lois qui limitent l'espace dans lequel les organisations de la société civile effectuent leur travail seraient plus efficaces si ceux qui dirigent ces efforts sont en mesure d'obtenir l'appui de la société civile qui opère au sein et en dehors du pays.

Impliquer la Société Civile locale

Comment savoir à quel moment faut-il mobiliser la société civile locale?

- **La mobilisation doit être précédée par des analyses périodiques de la situation.** Le contrôle et l'analyse continues peuvent servir de système d'alerte précoce des menaces qui pourraient survenir et peuvent contribuer à une mobilisation efficace de l'action publique en cas de menaces urgentes ou de restrictions.
- **Les possibilités d'une forte mobilisation émergent lorsque l'ensemble des réformes ont lieu,** tel que l'élaboration d'une nouvelle constitution.

L'EXEMPLE DU KENYA

La nouvelle Constitution du Kenya, adoptée en 2010, a présenté les groupes de la société civile comme une force à mobiliser pour assurer sa mise en œuvre efficace et pour plaider pour un cadre juridique plus progressiste pour la société civile. Parce que la nouvelle constitution protège d'une manière plus claire les droits et les libertés des citoyens des citoyens Kenyans, elle fournit une base plus solide et plus légitime sur laquelle le débat sur la réforme des lois qui limitent les activités de la société civile. Le projet de loi relatif à la société civile (http://www.wmd.org/sites/default/files/Kenya-Draft_PBO_BILL_March_2012.pdf) a découlé de l'initiative de réforme menée par la société civile visant la Constitution et s'articule autour de la constitutionnalité du projet de loi.

[MESSAGE VIDEO DU KENYA \(http://vimeo.com/39003560\)](http://vimeo.com/39003560)

- Les groupes de la société civile se mobilisent souvent pour réagir contre les projets de loi qui limitent l'action de la société civile. Cependant, **il est préférable de mobiliser la société civile, tant au niveau national qu'international avant que le gouvernement n'émette un projet de loi.** Ceci permet à la société civile d'engager le dialogue avec les responsables gouvernementaux sur le même pied d'égalité. Réagir à un projet de loi du gouvernement après qu'il soit rédigé permet au gouvernement d'avoir le dessus et de résister à tout effort de changement.
- Il serait **plus efficace pour les groupes de la société civile de rédiger ensemble leur propre projet de loi avant que le gouvernement ne rédige le sien.**
- Lorsqu'elle est confrontée à des menaces imminentes, la société civile doit se mobiliser et constituer une large coalition au niveau des secteurs, même si il y a des déjà en place des coalitions solides. **Une coalition ou une alliance entre les différents secteurs permet à la société civile de faire entendre sa voix de manière convaincante.**

Comment utiliser les analyses nationales des cadres juridiques ou des projets de loi pour aider à mobiliser la société civile locale?

- **Il est extrêmement important d'expliquer clairement et explicitement l'impact des lois actuelles ou des projets de loi sur la société civile.** La grande majorité des organisations de la société civile ne sont pas bien informées sur le cadre juridique et ses implications. La loi habilitante doit être fondée sur les principes des libertés fondamentales de réunion, d'association et d'expression, et une meilleure compréhension de ces principes fondamentaux peut aider à mobiliser de larges groupes de la société civile.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX

<http://www.wmd.org/sites/default/files/DCSprinciples.pdf>

L'EXEMPLE du VENEZUELA

*Au **Venezuela**, une analyse axée sur les droits de l'homme a donné une certaine force aux arguments publics lorsque la société civile faisait l'objet de restrictions. L'analyse a utilisé la Constitution comme norme par rapport à ces questions. Les constitutions de nombreux pays ont inscrit les libertés fondamentales, comme la liberté de réunion, d'association et d'expression, ce qui a créé une base solide, éthique rassemblant les différents secteurs de la société afin de conjuguer leurs efforts pour promouvoir les réformes juridiques, même dans un contexte politique polarisé.*

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

*En **Ukraine**, une coalition d'ONG qui a suivi et participé au processus d'élaboration d'une nouvelle loi sur les ONG, a mis en place différentes plateformes et a organisé des rencontres pour partager leurs analyses et communiquer avec les parties prenantes. Ces plateformes ont permis de mieux comprendre les problèmes et de mobiliser le soutien. Par exemple, la coalition a utilisé une [vidéo de trois minutes](http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=jKTun2U6jzk) (http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=jKTun2U6jzk) pour expliquer l'analyse du cadre juridique actuel et présenter les raisons selon lesquelles il faudra le réformer.*

- A part l'analyse des cadres juridiques, **il faudra évaluer la réforme juridique qui aiderait à justifier les propositions et les initiatives de la société civile** et accorderait un plus grand soutien aux propositions de la part des organisations de la société civile, des décideurs et du grand public.

L'EXEMPLE du CAMBODGE

*Comme le Gouvernement du **Cambodge** avait exprimé son intention d'introduire une loi régissant les ONG en 2005, les groupes de la société civile ont suscité un débat pour voir si ce cadre juridique pour la société civile est nécessaire ou pas. La Ligue Cambodgienne pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (LICADHO) a publié un [document d'informations](http://www.wmd.org/sites/default/files/DCSprinciples.pdf) (<http://www.wmd.org/sites/default/files/DCSprinciples.pdf>) évaluant ce que voulait dire une loi sur les ONG pour la société civile Cambodgienne et quel genre de cadre juridique nécessaire pour le pays en mettant en évidence les expériences des autres pays Asiatiques.*

En savoir plus sur l'évaluation des besoins au Chapitre 1.

- **Assurer la participation de plusieurs organisations de la société civile dans l'analyse d'une loi ou d'un projet de loi, ce qui permettrait de les mobiliser et de les unir et d'accroître la légitimité du processus.**

L'EXEMPLE DE LA SIERRA LEONE

Au **Sierra Leone**, un groupe de la société civile a publié une brochure (http://www.wmd.org/sites/default/files/Sierra_Leone-Why_NGOs_should_be_Aware.pdf) décrivant la liberté fondamentale d'association, sur la base du [Rapport sur la Défense de la Société Civile](#) du Mouvement Mondial pour la Démocratie (<http://www.wmd.org/sites/default/files/media/defending-civil-society-reports/Defending%20Civil%20Society%20-%20English.pdf>), et soulignant les principaux points pertinents dans le projet de Politique et de Règlements du gouvernement concernant les ONG. Le groupe a utilisé la brochure pour mener des concertations et des discussions dans différentes parties du pays. Le groupe a également donné l'occasion aux autres groupes de s'informer sur le projet et d'analyser la politique des ONG.

- **Il est important d'impliquer à la fois des experts juridiques et des experts qui ne sont pas spécialisés dans les questions juridiques**, tels que les gestionnaires des ONG, les journalistes, les étudiants militants, etc., dans le processus d'analyse pour s'assurer qu'une bonne partie de la société civile identifie les questions fondamentales/les préoccupations relatives au cadre juridique.

L'EXEMPLE DE L'ÉQUATEUR

Pour réagir au projet de réglementation du gouvernement **Équatorien** concernant les organisations de la société civile en décembre 2010, les groupes de la société civile ont invité les dirigeants de différents secteurs (entreprises, universités, laboratoires de pensée, etc.) pour qu'ils participent aux réunions afin d'[analyser le projet du cadre juridique](#) (<http://www.wmd.org/sites/default/files/Ecuador0809.pdf>). Les réunions ont abouti à la publication d'un « [Manifesto](#) » (<http://www.wmd.org/sites/default/files/Ecuador-ManifiestoColectivo2011.pdf>) qui définit les principes fondamentaux sur lesquels les groupes se sont mis d'accord. Le « Manifeste » est devenu plus tard un document important pour le plaidoyer de la société civile. Le Décret No. 982 et le projet des nouvelles réglementations des groupes de la société civile n'avaient pas protégé les droits énoncés dans la constitution et dans les accords internationaux et ceci a permis à la société civile de plaider pour de meilleures réglementations. Le principal message du « Manifeste » était non seulement de défendre la société civile mais de défendre également la démocratie Équatorienne et même la constitution. Ceci est un exemple de la façon « dont on exige des réglementations améliorées » qui mènent à la « promotion du bien public. »

- **Préparer un bref résumé de l'analyse** en plus de l'analyse en profondeur. Quelque chose comme une « fiche signalétique » qui peut être facilement distribuée à l'ensemble de la communauté et lue par de nombreux citoyens. Ces résumés peuvent être également utilisés pour sensibiliser dans les médias (lecture dans les programmes de la radio, etc.).

L'EXEMPLE de L'UKRAINE

Une brochure (<http://www.wmd.org/sites/default/files/Ukraine-SupportingNewLawonNGOs.pdf>) pour une campagne **Ukrainienne** qui a comparé l'enregistrement des entités commerciales à l'enregistrement des ONG et a démontré comment le processus d'enregistrement des ONG est beaucoup plus compliqué que celui des entités commerciales.

L'EXEMPLE de L'EGYPTE (Exemple de Résumé)

(<http://www.wmd.org/sites/default/files/ICNL-CommentsonEgyptDraftLaw.pdf>)

[L'EXEMPLE de l' INDE \(Exemple de Fiche Signalétique\)](http://www.wmd.org/sites/default/files/India-FCR2010.pdf)
(<http://www.wmd.org/sites/default/files/India-FCR2010.pdf>)

Comment pouvons-nous construire une coalition efficace constituée des groupes de la société civile?

- Avant de construire une coalition pour le plaidoyer, il est important d'évaluer **les forces et les faiblesses des organisations de la société civile et des organismes- cadres** en termes de leur efficacité et de leur capacité à représenter les différents intérêts de la société civile.
- **Une coalition forte fournit un front uni autour d'une question en incluant les différents secteurs des organisations de la société civile** allant, par exemple, des droits de l'homme, au développement, aux groupes environnementaux, aux associations de services de santé et aux organisations de développement de l'éducation. Il est important de noter toutefois que rassembler les différents groupes de la société civile pour s'unir autour d'une même question au niveau national, constitue un défi sérieux.

L'EXEMPLE de l'AZERBAIJAN

*En réponse au projet d'Amendements de la Loi sur les Organisations Non Gouvernementales en Juin 2009, les groupes de la société civile en **Azerbaïdjan** a engagé un profil diversifié de parties prenantes, en particulier au sein de la société civile dans le pays ainsi qu'à travers le monde. La taille et la diversité de la coalition ont conféré une légitimité à ses membres par rapport aux objectifs de la réforme juridique et ont attiré l'attention internationale. Plus de 80 pour cent des recommandations de la coalition des ONG ont été incorporées dans la loi finale (même si plusieurs dispositions restrictives ont été conservées par le gouvernement).*

L'EXEMPLE du CAMBOGE

*En 2011, plus de 440 organisations locales de société civile et 40 organisations internationales de société civile (http://www.ccc-cambodia.org/downloads/ngolaw/statements/List%20NGOs%20Endorsed%203rd%20NGO%20Law%20JS%20update%20on%2014_10_11.pdf) ont signé des **déclarations communes** (<http://www.sithi.org/admin/upload/media/%5b2011-04-17%5dNGO/12-04-11%20CSO%20Joint%20Statement%20Eng%20FINAL.pdf>) appelant le Gouvernement du **Cambodge** à améliorer le projet de loi des Associations et des Organisations Non Gouvernementales. Les groupes qui ont signé la déclaration, ont présenté un large éventail d'intérêts et ont inclus les défenseurs des droits humains, les défenseurs de la démocratie, les organisations de prestation de services, les groupes humanitaires et les fondations. Ceci a effectivement donné un nouvel élan au plaidoyer de la société civile, permettant aux organisations de mobiliser la pression internationale et exhorter le gouvernement à poursuivre la révision du projet de loi.*

- **Une large coalition nouvellement créée peut parfois être plus efficace** que les organisations cadre parce qu'elle peut impliquer de nouvelles organisations, les groupes de base populaire, les étudiants et d'autres personnes qui ne font pas partie de la coalition traditionnelle ou des organisations cadre.
- **Il est crucial d'avoir un groupe de dirigeants dévoués au sein de la coalition.** Ils apportent leur expertise, facilitent le processus, développent la mémoire institutionnelle, fournissent aux membres les informations nécessaires et font en sorte que la coalition reste focalisée.

[MESSAGE VIDEO du KENYA \(http://vimeo.com/39003610\)](http://vimeo.com/39003610)

- **Des groupes forts et crédibles devraient être au cœur de la coalition.** Une coalition ne peut développer la crédibilité et la confiance en un clin d'œil. Elle doit avoir la force de défendre ses principes et avoir un réseau qui a une grande portée et couverte à l'échelle nationale.
- **La coalition doit avoir un pouvoir politique.** Ce pouvoir peut émaner des liens qu'elle a avec les responsables gouvernementaux ou les députés, ou sa capacité à mobiliser un grand nombre de personnes au niveau de la communauté de base.
- Il est parfois **plus efficace de commencer à créer une coalition avec une petite équipe composée de dirigeants des organisations de la société civile qui soient très respectés** sur les questions indiquées et par la suite établir des liens entre ces dirigeants et les représentants des réseaux régionaux et nationaux. Dès que la coalition devient plus active et plus dynamique elle attire souvent d'autres personnes qui voudraient bien en faire partie.

L'EXEMPLE du KENYA

Au Kenya, le Groupe de Référence des organisations de la société civile, composé de personnes et d'organisations visant à améliorer la loi sur les ONG, bénéficie en grande partie d'un autofinancement. Cela démontre que le Groupe ne s'intéresse qu'à améliorer la loi, et il n'est nullement motivé par des considérations politiques ou économiques, une fois engagé dans le processus de réformes. Ceci a donné plus de crédibilité au processus dirigé par les organisations de la société civile. Ce groupe s'est progressivement élargi en a bordant des amis de confiance et des collègues ils ont travaillé pendant de nombreuses années sur des questions similaires.

- **La formation de coalition est un processus impliquant un développement flexible et une croissance organique.** Le processus peut nécessiter des couches multiples en termes d'approche et de leadership. Organiser des réunions dans différents endroits, par exemple, est une façon de partager les responsabilités et de développer un leadership diversifié.
- **Développer et maintenir une coalition efficace nécessite des ressources adéquates.**
- Une vaste coalition n'est pas toujours la bonne solution. **Les stratégies doivent être évaluées en fonction des répercussions prévues.** Cela devrait éclairer la manière dont la collaboration/coordination entre les groupes de la société civile devrait être organisée.
- **Une évaluation indépendante est extrêmement utile** pour comprendre comment le travail de plaidoyer peut avoir un impact sur les différents secteurs de la société. Ceci est particulièrement important pour les sociétés qui sont très polarisés politiquement.

L'EXEMPLE du VENEZUELA

Au Venezuela, l'organisateur d'une [campagne de sensibilisation](http://www.wmd.org/sites/default/files/Venezuela-Desplegable_Asamblea_05_07.pdf) (http://www.wmd.org/sites/default/files/Venezuela-Desplegable_Asamblea_05_07.pdf) pour éviter les risques du projet de réformes, une société de recherche indépendante a été contracté pour évaluer les résultats de la campagne. Cette société a contracté des partisans pro-gouvernementaux, des partisans de l'opposition, des personnes âgées, des jeunes, des hommes et des femmes. Examiner les réponses d'un large éventail de la société a aidé les organisateurs de la campagne à comprendre quels sont les messages qui sont les plus influents.

- **SOYEZ CONSCIENTS DES RISQUES!!!** Il y a un risque impliquant **la gestion d'une coalition qui devient trop large.** C'est pourquoi il est important pour une coalition d'avoir un message clair

qui s'articule autour des enjeux et des missions des autres groupes afin qu'ils puissent comprendre pourquoi ils devraient faire partie des efforts de la coalition.

Comment puis-je savoir si les coalitions formelles ou informelles représenteraient de la meilleure façon qui soit les intérêts de la société civile?

- Il est parfois conseillé d'utiliser un mécanisme formel, comme le protocole d'accord, pour définir les rôles, les responsabilités et les attentes des membres de la coalition et des partenaires. Ces **accords formels permettent d'assurer la clarté et la responsabilité mutuelle entre les membres et les partenaires.**
- **Si vous voulez établir un dialogue officiel avec le gouvernement, une coalition formelle serait plus appropriée.**
- **Si l'objectif d'une coalition est de mobiliser, défendre et sensibiliser le grand public, une coalition informelle ou un réseau pourrait servir de forum** pour la mise en commun des idées, la coordination des efforts de plaidoyer et le développement de stratégies communes.
- Quel que soit la nature formelle ou informelle d'une coalition, **il faut qu'il y ait une compréhension claire des responsabilités partagées et de la division du travail entre ses membres.**

Comment puis-je savoir quels sont les secteurs de la société civile qui sont les plus influents? Quelle est la meilleure division stratégique du travail?

- **Il ne faut pas se focaliser uniquement sur la démocratie et les défenseurs des droits humains.** Au contraire, il faut impliquer tous les secteurs de la société civile, si possible, même si certains peuvent choisir de ne pas participer. Il est important d'inclure les groupes qui ont des liens avec la communauté de base pour faire entendre la voix et refléter les préoccupations des gens ordinaires dans les efforts de plaidoyer. En impliquant différents groupes, on pourra éviter que la question soit perçue comme motivée par des intérêts politiques ou idéologiques.
- **Les organisations axées sur les adhésions, comme les syndicats, les associations professionnelles, les organisations confessionnelles, les jeunes et les associations d'étudiants peuvent être très influents.**

L'EXEMPLE du VENEZUELA

Au Venezuela, les étudiants ont été très efficaces dans la distribution du matériel d'informations à Caracas et d'autres régions du pays, alors que les professeurs ont été utiles en fournissant des analyses juridiques. Les dirigeants syndicaux ont réussi à créer des ponts entre les différentes couches sociales.

L'EXEMPLE du NEPAL

En Novembre 2005, le Gouvernement du Népal a présenté un Code de Conduite pour les Organisations Sociales qui accorderait aux personnes nommées au conseil du gouvernement le pouvoir de dissoudre ou de suspendre les organisations de la société civile et de prendre en charge l'administration de ces organisations. La fédération des ONG du Népal compte, 2,600 membres d'ONG, avec l'Association des ONG internationales qui comptent 50 ONG internationales qui œuvrent au Népal, ont exprimé de sérieuses préoccupations au sujet du Code de Conduite. Avec une déclaration ferme de la part du Représentant Spécial des Défenseurs des Droits Humains auprès du Secrétaire Général des Nations Unis, affirmant que

le Code serait en contradiction avec la Déclaration des Nations Unies sur les Défenseurs des Droits Humains, l'effort collectif local de plaidoyer a poussé la Cour Suprême du Népal à prendre la décision de suspendre la mise en œuvre du Code et l'éventuelle annulation de l'ordonnance qui a introduit ce code.

- Il est important de **comprendre les points forts spécifiques aux différents groupes**.

Comment peut-on développer un consensus tout en respectant la diversité?

- Comprendre que **par la nature des choses, la société civile est diverse par ses idées politiques et ses approches**.
- **Les droits humains et les principes démocratiques fondamentaux doivent constituer un terrain d'entente** pour former une coalition de la société civile, même si chaque acteur conserve son identité.
- Il est à noter que la **polarisation croissante entre les acteurs de la société civile est parfois encouragé par ceux qui sont au pouvoir ou par l'opposition politique**, et peut créer une sorte de méfiance et un manque de communication et de collaboration au sein de la société civile.
- **Une coalition flexible ou alliance, comme « l'*aliados coyunturales* » (un mot Espagnol pour désigner « les alliés de circonstances »), peut reconnaître la diversité des activités et des approches spécifiques tout en s'accordant sur les principaux objectifs**. Cela fournit un espace pour les différents membres de la coalition afin qu'ils puissent jouer des rôles différents. Certains peuvent être impliqués dans la recherche et l'éducation, alors que d'autres peuvent être impliqués dans le plaidoyer et la participation des médias. Plusieurs coalitions ont échoué parce que souvent elles avaient essayé d'imposer un accord unanime sur tout. Il est plus efficace lorsque les membres de la coalition s'accordent sur des questions et sur leurs objectifs plutôt que sur chaque activité et stratégie.
- **Créer des opportunités pour encourager le dialogue ouvert et le partage des connaissances est primordial** lorsqu'on veut établir un consensus. Grâce à une discussion ouverte, les différents groupes peuvent trouver un terrain d'entente en dépit des différences d'opinions sur les détails.

L'EXEMPLE du CAMBODGE

*La [déclaration conjointe \(http://www.wmd.org/sites/default/files/Cambodia-JointStatement-August2011.pdf\)](http://www.wmd.org/sites/default/files/Cambodia-JointStatement-August2011.pdf) sur le projet de loi du **Cambodge** sur les Association et les ONG a été signée par plus de 700 groups. C'était un moyen pour développer un consensus autour des principales préoccupations communes des groupes de la société civile au niveau national et international. Une coalition informelle s'est constituée et a identifié plusieurs points et recommandations sur lesquels les membres de la coalition pourraient convenir; ces points principaux sont devenus la substance d'une déclaration commune et des efforts de plaidoyers.*

- **Utiliser la discussion d'une loi sur les ONG comme une occasion pour réunir les différents groupes**. Les lois régissant les ONG touchent tous les groupes de la société civile, quelles que soient leurs idéologies politiques ou domaine professionnel.

Est-il nécessaire ou utile d'atteindre la société civile au-delà de la capitale, et dans ce cas, quels sont les meilleurs moyens pour y parvenir ?

- Idéalement, les organisations de la société civile doit **atteindre les acteurs au-delà des grandes villes.**
- Il faut bien prendre en considération le fait qu'atteindre les groupes dans les zones rurales est coûteux et prend du temps, **les efforts de mobilisation doivent être faits par le biais des réseaux existants** et à travers les groupes qui ont déjà des contacts dans d'autres régions du pays.
- **La Vidéoconférence peut être un outil efficace** pour atteindre et mobiliser les groupes de la société civile dans les zones rurales.

Quand les campagnes de plaidoyer sont-elles importantes et comment pouvons-nous mieux les organiser?

- Les groupes de la société civile doivent **réagir à la tentative du gouvernement de restreindre l'espace de la société civile en ayant une réflexion stratégique à long terme. Une planification délibérée et minutieuse est importante dans la campagne** et doit prendre en considération les forces et les faiblesses des groupes qui sont impliqués dans les campagnes.
- **Mettre en place un groupe central ingénieux et plein de ressources qui peut appuyer la campagne** tout en s'engageant avec les membres de la communauté de la société civile sur une grande échelle.
- **Un plaidoyer axé sur des preuves et ayant une approche empirique et des données quantitatives est extrêmement important.**

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

*La campagne **Ukrainienne** pour une nouvelle loi habilitante sur les ONG a utilisé une [petite brochure](http://www.wmd.org/sites/default/files/Ukraine-SupportingNewLawonNGOs.pdf) (<http://www.wmd.org/sites/default/files/Ukraine-SupportingNewLawonNGOs.pdf>) avec des informations basées sur des études comparatives entre la loi actuelle sur les dons et le nouveau projet de loi.*

- **Utilisez le processus d'analyse de la loi comme une opportunité de plaidoyer pour toucher le plus grand nombre d'intervenants possible.**

L'EXEMPLE de l'EQUATEUR

*En **Equateur**, le processus de collecte de 25,000 signatures, exigées par la Constitution pour soumettre un projet de loi à l'Assemblée Nationale, a été utilisé comme campagne de plaidoyer de la société civile.*

Comment réagir lorsque le gouvernement soutient la campagne de plaidoyer de la société civile qui est menée par les Organisations Non Gouvernementales qui sont organisées par le gouvernement?

- Les organisations de la société civile peuvent mobiliser le secteur et le public autour **d'un processus participatif et bien informé en matière de rédaction professionnelle et de conseil juridique qui mène à une position de confiance bien argumentée.**

- **Les ONG organisées par le gouvernement peuvent s'avérer utiles pour aborder les problèmes qui touchent la société civile dans son ensemble.** Eduquer ces organisations soutenues par le gouvernement et approfondir leur compréhension par rapport à comment la loi peut leur nuire aussi.

L'EXEMPLE du VENEZUELA

En 2006 au Venezuela, lorsque certaines organisations favorables au gouvernement se sont rendu compte à quel point le projet de Loi de la Coopération Internationale pourrait entraver leurs activités, ainsi que celles d'autres ONG contre lesquelles ils se dressent.

- **Sensibiliser les membres des ONG organisées par le gouvernement** peut parfois les aider à comprendre qu'ils sont utilisés à des fins politiques ou électorales. Les dialogues axés sur les droits peuvent inciter les ONG organisées par le gouvernement à faire partie d'une large coalition.
- Si les efforts des ONG organisées par le gouvernement ont des répercussions négatives sur le secteur, le fait d'exposer leurs relations avec le gouvernement pourrait aider à discréditer leurs efforts.
- Essayez de ne pas rivaliser avec les ONG organisées par le gouvernement, parce qu'elles ont plus de ressources. Au lieu de cela, **travaillez avec les membres de la communauté de base pour développer la légitimité et le soutien public afin d'appuyer les efforts de réforme.**

Comment aider à rendre les questions complexes, relatives au cadre juridique, plus compréhensibles et accessibles aux différents secteurs sociaux et au grand public?

- **Commencer par et se focaliser sur les principes fondamentaux.**
- **Donnez des exemples sur les défis majeurs de la législation en vigueur,** et indiquez comment les changements pourraient transformer la société civile.
- **Discutez l'impact d'un cadre juridique, pas seulement en termes des activités de la société civile, mais aussi en termes de la société dans son ensemble,** y compris, en particulier, les personnes les plus vulnérables.

L'EXEMPLE de la TUNISIE

En 2011 dans la Tunisie de l'après-révolution, les organisations de la société civile ont participé activement dans l'élaboration d'une nouvelle Loi sur l'Association et les Organisations Non Gouvernementales. Pendant le processus, certaines OSC ont mis en exergue le rôle important qu'une nouvelle loi pourrait jouer pour relever les défis socioéconomiques auxquels le pays est confronté, tels que les zones rurales défavorisées et un taux de chômage élevé. Avec un cadre juridique favorable, les OSC en Tunisie peuvent de manière efficace contribuer au développement des pays qui sont en phase transitionnelles.

- **La question doit être dépolitisée ou non fondée sur des idéologies politiques.**

Engager la Société Civile Internationale

Que peut faire la société civile internationale dans mon pays afin de soutenir la réforme du cadre juridique relatif à la société civile? Comment faire pour que la société civile internationale s'intéresse à mon pays face aux priorités en concurrence?

- **Les ONG internationales sont des alliés importants** dans les campagnes de plaidoyer pour démanteler les pratiques restrictives, non seulement en raison de leur expérience, mais aussi en raison de leur capacité à mobiliser les voix à travers le monde.

L'EXEMPLE du VENEZUELA

Le plaidoyer international ; œuvrer au niveau local et international, a réussi à empêcher le projet de loi de la coopération internationale au Venezuela d'être adopté en 2006. Plus de 20 lettres de groupes locaux, d'ONG internationales, de réseaux internationaux et de la communauté diplomatique ont été envoyées au président de l'Assemblée Nationale, et deux lettres ont été envoyées au président du pays. Des articles de journaux ont paru dans plusieurs pays à l'étranger, en particulier au Brésil. Cette combinaison de facteurs a contribué à empêcher le projet de loi d'être approuvé jusqu'à ce jour (bien que d'autres mesures juridiques restrictives aient été adoptées).

- **Les voix internationales sont importantes dans les pays où les donateurs ont une influence significative sur le gouvernement.**
- **Les groupes internationaux peuvent servir de messagers entre les groupes locaux et la grande communauté internationale.** Les groupes de la société civile internationale qui ont souvent un plus grand accès à la fois à la communauté internationale et à la communauté diplomatique, peuvent communiquer avec efficacité les préoccupations des groupes locaux. Le plus souvent, les groupes locaux, n'ont aucune idée des discussions qui ont lieu au niveau diplomatique et peuvent avoir l'impression de n'avoir qu'une petite partie de l'information pour leur plaidoyer.

[MESSAGE VIDEO du VIETNAM \(http://vimeo.com/23965773\)](http://vimeo.com/23965773)

- Le rôle des ONG internationales est capital dans le sens qu'elles **fournissent aux OSC locales toute l'information requise concernant les meilleures pratiques ainsi que des conseils d'experts.**
- **Travailler avec les groupes de la société civile internationale à la fois au niveau local et sur la scène internationale.**
- **Se mobiliser au niveau local d'abord, par la suite rechercher le soutien international.** Viser exclusivement la mobilisation de la société internationale peut être contre productif. Une forte mobilisation locale fournit aux partenaires internationaux des arguments et des faits appropriés pour une réaction internationale solide.
- **Des réunions d'information avec les membres de la communauté diplomatique et les ONG internationales dans les bureaux locaux sont des outils efficaces** qui cultivent l'intérêt international et les solutions aux problèmes.
- **Prendre en considération les systèmes des droits humains** pour recruter les alliés internationaux.

- **Les ONG internationales opérant dans le pays et le financement étranger des ONG locales sont souvent la cible d'une loi régissant les ONG et/ou un règlement.** Par ailleurs, il faudra impliquer les ONG internationales et mettre en exergue l'impact éventuel que ceci pourrait avoir sur eux.
- Si les groupes internationaux décident de s'engager dans la réforme du cadre juridique, il est important d'**élaborer des plans d'engagement pluriannuels**. La réforme juridique est un processus à long terme.
- **Le partage des enseignements tirés aide à tisser des relations de soutien** entre les groupes de la société civile sur le plan régional et international.

La voix des acteurs de la Société Civile

Les acteurs de premier plan dans la mobilisation de la société civile partagent leurs points de vue via des messages vidéo.

[Archevêque Emérite Desmond Tutu, \(Afrique du Sud\) lauréat du prix Nobel \(http://vimeo.com/28425627\)](http://vimeo.com/28425627)

[Daw Aung san Suu Kyi, \(Birmanie\) lauréat du prix Nobel \(http://vimeo.com/28425170\)](http://vimeo.com/28425170)

[Tolekan Ismailova \(Kyrgyzstan\), Directeur, Citoyens contre la Corruption \(http://vimeo.com/19270324\)](http://vimeo.com/19270324)

[Antoine Bernard \(France\), Directeur Exécutif, Fédération Internationale des Droits Humains \(http://vimeo.com/21711439\)](http://vimeo.com/21711439)

CHAPITRE 3: IMPLIQUER LA COMMUNAUTE DIPLOMATIQUE ET LA COMMUNAUTE DES BAILLEURS DE FONDS

En plus de la mobilisation de la société locale et internationale, les acteurs des efforts visant la réforme juridique doivent prendre en considération les avantages qu'ils peuvent tirer du soutien de la communauté diplomatique et celle des bailleurs de fonds. Bien que les diplomates doivent représenter la rivalité d'intérêt de leurs propres gouvernements, et par conséquent ils n'ont pas souvent les mains libres pour faire en sorte d'aider les efforts de réforme juridique dans certains pays, ils peuvent néanmoins être disposés et aptes à utiliser leurs contacts formels et informels dans d'autres gouvernements et participer dans des forums intergouvernementaux pour décourager l'adoption des mauvaises lois et mesures et encourager la réforme positives des milieux juridiques.

Que peuvent faire les diplomates et les bailleurs de fonds pour appuyer les efforts de la réforme locale ou empêcher l'adoption des lois et des règlements restrictifs dans mon pays?

- **Les Diplomates et les bailleurs de fonds ont souvent beaucoup plus un accès direct aux représentants du gouvernement des pays en question**, y compris les chefs d'état que les groupes de la société civile locale. Ils peuvent donc **servir de messagers pour les groupes de la société civile**. Cela est particulièrement vrai dans des contextes restrictifs et totalitaires.

L'EXEMPLE du NICARAGUA

*Lorsque le Gouvernement du **Nicaragua** a essayé d'introduire un « Manuel sur la Coopération Internationale » en 2009, des groupes de la société civile et des experts juridiques internationaux ont fourni des informations et ont fait part de leurs préoccupations à un gouvernement occidental qui était à ce moment responsable des bailleurs de fonds au Nicaragua. Ce gouvernement occidental à travers sa mission diplomatique dans ce pays, a joué un rôle important dans la transmission des préoccupations majeures concernant le Manuel et a persuadé le Gouvernement du Nicaragua de ne pas le mettre en œuvre.*

L'EXEMPLE du CAMBODGE

*En décembre 2010, le Gouvernement du **Cambodge** a introduit un projet de loi sur les Associations et les ONG, qui comprenait un certain nombre de mesures restrictives, comme l'enregistrement obligatoire et l'interdiction des associations informelles. Le 7 janvier 2011, Le Secrétaire d'Etat Américain Hillary Clinton a envoyé une lettre au Ministre Cambodgien des Affaires Etrangères Hor Nanhong, dans laquelle elle exprimait ses préoccupations concernant ces mesures restrictives et l'exhortant à se concerter avec les parties prenantes —et en particulier avec les ONG. Cette intervention de haut niveau avec l'engagement de l'Union Européenne et d'autres pays, a mis le Gouvernement du Cambodge dans une position où il a dû réagir sous la pression internationale. Après avoir présenté quatre versions différentes du projet de loi en une année, le Premier Ministre du Cambodge a publiquement déclaré en décembre 2012 que les concertations sur le projet de loi pourraient être prolongées jusqu'en 2014.*

- **Les membres de la communauté diplomatique sont souvent dans une meilleure position que les groupes de la société civile pour rassembler les différentes parties prenantes et les responsables et établir le dialogue entre eux, en particulier entre le gouvernement et la société civile.**

L'EXEMPLE de la GEORGIE

*Un groupe des organisations de la société civile en **Géorgie** travaillant sur les réformes de la loi électorale a souvent demandé à la communauté diplomatique d'organiser des réunions multipartites au cours desquelles les ONG font part de leurs recommandations.*

- La communauté diplomatique peut apporter son soutien—pas nécessairement un soutien financier—mais en assistant à des discussions, en faisant des déclarations publiques pour soutenir les campagnes de sensibilisation des groupes locaux, et en faisant le suivi du processus législatif et de la mise en œuvre d'une loi promulguée. Exhorter les diplomates et les bailleurs de fonds pour qu'ils **complètent le soutien financier par ce genre de soutien politique.**
- **Reconnaitre que différentes approches doivent être respectées compte tenu de la diversité de la communauté diplomatique.** Certains pays se sentent plus à l'aise lorsque leurs positions sont connues du public, alors que d'autres tandis que d'autres estiment qu'ils sont plus efficaces à travers une diplomatie discrète.
- **Réfléchir en dehors des sentiers battus** en fonction des domaines dans lesquels la communauté diplomatique pourrait être impliquée. Plutôt que de se contenter des questions directement liée aux lois sur les ONG, la communauté diplomatique peut également protéger l'espace de la société civile et par ailleurs favoriser un environnement juridique propice pour la société civile en utilisant des moyens indirects.

ACCORDS COMMERCIAUX BILATERAUX

***Traités d'Investissement Bilatéraux** (« BITs »)(<http://www.icnl.org/news/2009/03-20.html>) et **accords économiques et commerciaux bilatéraux**, bien qu'ils ne ciblent pas directement les ONG, ils peuvent être utilisés pour protéger l'espace de la société civile et encourager les réformes et les mesures législatives qui touchent les groupes de la société civile. Par exemple, lorsqu'un gouvernement interfère dans les transferts des fonds internationaux, refuse l'enregistrement ou le réenregistrement des groupes de la société civile, ou saisie des biens appartenant à la société civile, le gouvernement peut être accusé d'avoir enfreint aux traités d'investissement bilatéraux ou aux accords commerciaux qui garantissent le libre transfert du capital, le traitement juste et équitable et la totale protection et sécurité des actifs (biens).*

LIENS AVEC L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

*En 2009, la Suède, le Mali, le Canada, et les groupes de la société civile internationale ont mis en place un **Groupe de Travail multipartites sur l'organisation, le Développement efficace et l'Environnement favorable de la société civile** dans un effort visant à susciter un débat au sein de la communauté des bailleurs de fonds sur les environnements propices et habilitants des organisations de la société civile dans le cadre de l'efficacité de l'aide. Le Groupe de Travail a élaboré "**Key Messages**"(http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/final_key_messages_from_the_task_team.pdf) pour le Quatrième Forum à Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide pour mettre en exergue le rôle important des groupes de la société civile en tant qu'acteurs de développement et exhorter les bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires de « fournir promouvoir, et surveiller un environnement favorable aux organisations de la société civile qui maximise leur contribution au développement .»*

Comment savoir quand m'engager avec la communauté internationale diplomatique et la communauté des donateurs?

- Les groupes de la société civile locale **devraient développer et maintenir des relations durables avec la communauté internationale diplomatique et la communauté des bailleurs de fonds**, cela peut aider à établir la confiance, la communauté internationale et la communauté des bailleurs de fonds ne peuvent pas répondre aux demandes des groupes locaux pour un soutien politique s'ils ne les connaissent pas.

Quel genre d'informations est particulièrement utile pour les diplomates et les bailleurs de fonds ?

- **Rendre l'information « courte et légère »** la communauté des bailleurs de fonds et celle des diplomates ont souvent peu de temps pour lire de longs rapports, pour attirer leur attention, il faut préparer un message court en conformité avec les normes internationales, le cas échéant.

Exemple de message

Réagir au développement rapide d'un nouveau projet de loi à l'assemblée d'un pays, des fonctionnaires dans la diplomatie et des bailleurs de fonds ont lancé un appel ([http://www.wmd.org/sites/default/files/Call for Action - Proposed Legislative Amendments Restricting Freedom of Assembly.pdf](http://www.wmd.org/sites/default/files/Call_for_Action_-_Proposed_Legislative_Amendments_Restricting_Freedom_of_Assembly.pdf)) pour une action diplomatique avec une information courte et concise.

- **Mettre en évidence « le droit d'association est sous la menace » au lieu de dire une nouvelle politique sur les ONG est restrictive.** Droit d'association et de réunion sont les termes utilisés dans le droit international et bien compris par la communauté diplomatique.
- **La documentation factuelle donne aux diplomates et à leurs gouvernements une base solide sur laquelle fonder leurs positions publiques et privées.**
- **Informez la communauté diplomatique clairement de ce que vous voulez qu'elle fasse.**

L'EXEMPLE de l'EGYPTE

En janvier 2012, le Ministère de la Justice Sociale et de la Solidarité de l'Égypte, responsable de l'enregistrement des ONG, a annoncé un projet de loi sur les Associations et les fondations et a invité la réaction du public. Les organisations Égyptiennes des droits humains ont refusé unanimement de réagir à l'appel du gouvernement et de donner leur point de vue sur le projet du Ministre, mais ensemble ils ont fait appel à la communauté internationale pour qu'elle s'oppose au projet de loi et ne participe pas au processus de concertation. Cette position d'une seule voix était utile pour la communauté diplomatique alors qu'elle envisageait une action appropriée. Le ministère a retiré le projet et a demandé à la Fédération Générale des ONG, présidée par un ancien premier ministre de préparer un nouveau projet de loi.

Comment puis-je minimiser le risque d'impliquer la communauté des diplomates et celle des bailleurs de fonds dans mon pays ?

- **S'assurer que les efforts diplomatiques n'ocultent pas les efforts locaux** le gouvernement repousse l'implication diplomatique directe et ouverte dans les questions nationales juridiques. Il est important de ne pas compter exclusivement sur les efforts diplomatiques mais de développer sa propre stratégie nationale de réforme.

Voix des Acteurs pour mobiliser la Communauté Diplomatique

Des acteurs de premier plan prônant la liberté d'association au sein des communautés internationale et diplomatique partagent leurs idées via des messages vidéo.

[Maina Kiai \(Kenya\), Rapporteur spécial des NU sur les droits à la liberté de réunion et d'association \(http://www.ohchr.org/EN/Issues/AssemblyAssociation/Pages/Videos.aspx\)](http://www.ohchr.org/EN/Issues/AssemblyAssociation/Pages/Videos.aspx)

[Rafendi Djamin \(Indonésie\), représentant indonésien et ancien président, l'ASEAN Commission intergouvernementale sur les droits de l'homme \(AICHR\) \(http://vimeo.com/25201980\)](http://vimeo.com/25201980)

CHAPITRE 4: LA PARTICIPATION DES MEDIAS

La participation des médias est une composante importante des efforts de plaidoyer. Par exemple les défenseurs peuvent utiliser les medias locaux et internationaux pour faire pression sur le gouvernement pour qu'il réagisse aux initiatives de réforme, parce que les gouvernements sont sensibles à ce qui est rapporté à leur sujet dans les médias. Grâce aux médias locaux et internationaux, on peut aussi mobiliser le soutien en suscitant un débat public. Connaissant la puissance potentielle des médias, comment pouvons-nous mieux les impliquer afin de maximiser l'impact du plaidoyer?

Mobiliser les médias locaux

Comment pouvons-nous savoir quand impliquer les médias locaux afin de susciter un débat public ou un soutien ?

- **Consulter et partager les informations sur l'initiative de réforme avec d'autres groupes de la société civile avant d'impliquer les médias.** Il est important d'élaborer des messages pertinents provenant de la société civile avant de les présenter aux médias
- **Garder et mettre à jour les coordonnées des journalistes. Si vous n'avez pas de contacts de journalistes à portée de main,** vous pouvez envisager d'utiliser une société de relations publiques qui peut diffuser vos communiqués de presse et informations aux journalistes concernés et aux agences de presse en fonction de vos besoins.
- **Connaitre quels sont les journaux que les décideurs lisent et les médias qu'ils utilisent.**

L'EXEMPLE de l'INDONESIE

*Le Président Susilo Bambang Yudhoyono d' **Indonésie** lit deux quotidiens nationaux, tous les jours, le [Jurnas \(www.jurnas.com\)](http://www.jurnas.com) et [Kompas \(www.kompas.com\)](http://www.kompas.com), et le quotidien en langue anglaise le [Jakarta Post \(www.thejakartapost.com\)](http://www.thejakartapost.com) parce qu'il est préoccupé par l'image internationale de l'Indonésie, le ministre des affaires étrangères accorde une attention particulière au [Jakarta Post](http://www.thejakartapost.com), parce qu'il est largement lu par les étrangers en Indonésie.*

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

*[Ukrainska Pravda \(www.pravda.com.ua\)](http://www.pravda.com.ua) est un journal important pour les hommes politiques, les décideurs, les intellectuels et les dirigeants de la société civile en **Ukraine**.*

- **Eduquer les médias en leur fournissant des informations justes avant qu'elles ne rapportent de fausses informations.** Impliquer dès le départ les medias, éviterait au gouvernement, aux diplomates et aux bailleurs de fonds d'avoir de fausses informations sur les préoccupations et les positions de la société civile.
- **Soyez conscients des risques!** Les médias parfois déforment l'information et les messages.
- **Ne focalisez pas les stratégies de plaidoyer uniquement sur les médias.** Pour obtenir une couverture dans les medias nationaux, vous avez parfois besoin d'une opinion politique solide et qui accroche. Cependant, il faudra éviter des positions extrêmes qui peuvent avoir des répercussions négatives sur vos efforts de plaidoyer.

Comment rendre les questions intéressantes aux lecteurs et aux utilisateurs des médias locaux?

- **Utiliser des informations concrètes comme les statistiques et les faits.**
- **Situer votre message par rapport à votre quotidien.** Si les gens ne voient pas la pertinence de l'initiative de réforme par rapport à leurs préoccupations, il serait difficile d'avoir leur soutien. Revêtir votre message de termes « humains » et établir avec la population cible des liens intimes.
- Dans les pays qui se préoccupent de leur image au niveau international, il serait utile de **lier les questions au droit constitutionnel et au droit international.**

L'EXEMPLE de l'Ouganda

Un groupe de la société civile de l'Ouganda a publié un [article d'opinion](http://mobile.monitor.co.ug/Oped/-/691272/1161406/-/format/xhtml/-/13heq14z/-/index.html) (<http://mobile.monitor.co.ug/Oped/-/691272/1161406/-/format/xhtml/-/13heq14z/-/index.html>) suite à un incident où il y a eu des affrontements entre la police et des manifestants. Par le biais de cet article, les défenseurs des droits humains se sont directement adressés au Président du pays, se référant aux dispositions de la Constitution et mettant en exergue la responsabilité de l'Etat de garantir et protéger les droits fondamentaux.

- **Les histoires ont un impact très fort.** Racontez des histoires sur la façon dont les gens ont été touchés par la loi, etc.. Encore une fois, faites le lien entre la réforme de la loi et son impact sur la population.

Comment pouvons-nous faire en sorte que notre message soit « convivial » dans un communiqué de presse?

- **Le communiqué de presse doit être court, concis et précis, avec deux à trois idées principales et des arguments.** Il ne devrait pas dépasser 900 mots. Le premier paragraphe doit être la synthèse de toutes les questions. Et le texte doit être lisible (police 12 pt. par exemple) si le document sera imprimé sous forme de brochure.

L'EXEMPLE de Nicaragua (<http://www.cinco.org.ni/noticia/72>)

- **Fournir aux médias des documents « prêts à être imprimés.** » Beaucoup de journalistes n'ont pas le temps de faire des recherches et d'écrire des articles avec des informations détaillées. Par conséquent, il faudra fournir les documents et les informations que les journalistes publieraient de manière efficace.
- Les messages **qui se réfèrent aux droits constitutionnels de réunion et d'association** saisissent l'attention des médias.

Qui de mon « mouvement » doit parler aux médias locaux? Que faut-il prendre en compte lorsqu'on choisit un porte parole efficace?

- Un porte parole doit être **bien informé et capable de simplifier les questions complexes.**
- Un porte parole **doit savoir interagir avec les journalistes et les médias et savoir utiliser le temps limité et l'espace disponible des médias de façon efficace.** Le porte parole doit être en mesure de répondre aux questions les plus inattendues sans s'irriter et sans perdre l'essentiel du message principal.

- Un porte parole **peut être une victime ou une célébrité qui peut lier les histoires de gens ordinaires aux questions.**
- **Il ne faut pas exposer les victimes de façon exagérée.** Lorsque les victimes deviennent trop exposées au public et deviennent le centre d'attention du public et des médias, le grand public peut s'impatienter et perdre tout intérêt pour la cause.

Comment peut-on amener les médias locaux à comprendre qu'il est de leur intérêt de créer et de protéger l'espace de la société civile?

- **Comprendre que les médias sont généralement des entités d'affaires.** Les rédacteurs décident des sujets et des questions que les médias doivent couvrir tout en ayant à l'esprit les bénéfices qu'ils vont générer.
- **Inviter les médias aux ateliers, aux discussions et à d'autres activités, et les garder impliqués au cours de vos efforts de plaidoyer.** De cette façon, les médias deviennent plus conscients de vos préoccupations.
- Entretien des relations avec les journalistes **en étant à leur disposition et en leur fournissant régulièrement des informations actualisées.**
- **Faciliter l'accès aux informations aux médias.** Créer une « salle de presse » sur le Site Web de votre organisation, où vous pouvez poster toutes les informations et documents disponibles. Cela serait un simple guichet unique d'information pour les journalistes pour qu'ils puissent apprendre davantage sur vos initiatives et questions.

Mobiliser les Médias Internationaux

Pourquoi les médias internationaux sont importants pour mes efforts de plaidoyer?

- **Les médias internationaux peuvent être des émissaires internationaux** pour les militants.
- La mobilisation des médias internationaux est importante pour les efforts de plaidoyer, parce qu'elle **attire l'attention de différents gouvernements sur votre cause, ce qui peut engendrer la réaction de leurs ambassades.**
- **Les médias internationaux peuvent être particulièrement efficaces dans les pays qui tiennent à leur image de marque au niveau international.**

Comment pouvons-nous savoir quand mobiliser les médias internationaux?

- **Il faut que les médias soient au courant de vos efforts et il faudra les informer régulièrement.** Etablir des contacts réguliers avec les médias internationaux, ne pas s'adresser à eux uniquement en cas de besoin.
- **Etablir un lien entre la réforme de plaidoyer et un événement comme un anniversaire ou une commémoration qui soient pertinents pour la cause.**
- **Les médias internationaux prêtent attention aux questions qui répondent aux critères suivants: conflit, impact collectif, valeur concrète, et transcendance.**

Utiliser les Nouveaux Médias et d'Autres Outils de Communication

Comment pouvons-nous utiliser les nouveaux médias et d'autres technologies dans nos efforts de plaidoyer?

- **Créer un Site Web spécifique pour votre campagne où vous pouvez poster des mises à jour, des documents destinés aux médias et diverses autres ressources**, comme des textes de loi en vigueur et des projets de loi, de analyses de ces lois, et des documents de recherche comparative.

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

Un [Site Web pour une coalition de la société civile Ukrainienne](http://gromzakon.org.ua/) (<http://gromzakon.org.ua/>) soutenant une loi favorable aux ONG, sert de centre de ressources. Il comprend toutes les informations sur les lois en vigueur et les projets de loi, ainsi que des entretiens vidéo et des exposés sur le projet de loi. La coalition utilise aussi une liste d'emails pour partager les mises à jour.

L'EXEMPLE de la MALAYSIE

Une section du [Site Web d'un mouvement en Malaisie](http://bersih.org/?page_id=4325) (http://bersih.org/?page_id=4325) des postes appelant à la réforme de la loi électorale, des brochures « prêtes à être imprimées, » pour tous ceux qui veulent se joindre au mouvement ou disséminer l'information à d'autres.

- **Utiliser les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, pour susciter l'intérêt et partager de nouvelles informations.** Puisque les médias internationaux suivent aujourd'hui les informations sur les sites des réseaux sociaux, leur utilisation est devenue un important moyen de communication.

L'EXEMPLE du CAMBODGE

*Un groupe Facebook pour une campagne contre le projet de loi sur les ONG du **Cambodge** est l'un des moyens de communication que les groupes de la société civile du Cambodge utilise pour partager les mises à jour et susciter le débat.*

- **Utiliser les blogs des médias internationaux pour internationaliser votre campagne.**

L'EXEMPLE du CAMBODGE

***Les groupes de la société civile du Cambodge** ont utilisé de manière efficace l'espace créé par les médias internationaux, comme le [Guardian](http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/may/09/western-donors-stand-cambodian-goverment) du Grande-Bretagne (<http://www.guardian.co.uk/global-development/poverty-matters/2011/may/09/western-donors-stand-cambodian-goverment>), pour faire entendre les voix locales.*

- **Utiliser des vidéos et des dessins animés** pour lier les questions politiques à la vie quotidienne des gens.

L'EXEMPLE du KENYA

*Un militant **Kenyan** des droits de l'homme a utilisé un [film](http://vimeo.com/13242621) (<http://vimeo.com/13242621>) et des émissions télévisées pour susciter le débat sur les libertés fondamentales consacrées dans la nouvelle Constitution du Kenya entre les personnes des différentes communautés.*

L'EXEMPLE du VENEZUELA

*Un groupe de la société civile au **Venezuela** a suscité un débat sur un amendement constitutionnel en utilisant une [vidéo](http://www.youtube.com/watch?v=bBHO1nrFWxE) (<http://www.youtube.com/watch?v=bBHO1nrFWxE>).*

- Consultez ces publications pour **en savoir davantage sur l'utilisation des nouveaux médias**.

[Strategizing Online Activism: A Toolkit](http://www.violenceisnotourculture.org/files/Strategising%20Online%20Activism.pdf)

(<http://www.violenceisnotourculture.org/files/Strategising%20Online%20Activism.pdf>)

[Digiactive Introduction to Facebook Activism](http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_facebook_activism.pdf)(http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_facebook_activism.pdf)

[Digiactive Guide to Twitter Activism](http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_twitter_guide_v1-0.pdf)(http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_twitter_guide_v1-0.pdf)

[Blog for a Cause! The Global Voices Guide to Blog Advocacy](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide-blog-for-a-cause/)

(<http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide-blog-for-a-cause/>)

- **Soyez conscients des risques** liés à l'utilisation des nouveaux médias et à l'information numérique. Apprenez à **protéger vos informations**. Voir une liste d'outils sur la sécurité numérique.

La Voix des Acteurs pour Mobiliser les Médias

Les Acteurs de premier plan impliquent les médias dans les efforts de réforme en partageant leurs idées via des messages vidéo.

[Kavi Chongkittavorn \(Thailand\), éditeur, the Nation Multimedia Group](http://vimeo.com/32868013) (<http://vimeo.com/32868013>)

[Premesh Chandran \(Malaysia\), co-fondateur, Malaysiakini](http://vimeo.com/23874319) (<http://vimeo.com/23874319>)

CHAPITRE 5: ETABLIR LE DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT, LES PARLEMENTAIRES ET LES AUTRES PARTIES PRENANTES

Les gouvernements et les parlementaires sont en fin de compte, responsables de l'élaboration et de la réforme du cadre juridique de la société civile. Par conséquent, il est important pour les efforts de plaidoyer que le gouvernement et le parlement d'un pays comprennent et traitent les préoccupations des militants dans la rédaction et l'amendement des dispositions juridiques tout en tenant compte des intérêts du gouvernement. Pour ce faire, les organisations qui travaillent sur les réformes doivent communiquer et négocier avec efficacité avec les responsables du gouvernement et les parlementaires pour développer une compréhension mutuelle. Ce chapitre regroupe des informations sur la façon de mobiliser et d'établir le dialogue avec le gouvernement et les parlementaires pour influencer leur processus de réforme juridique.

Dialogue avec le Gouvernement

Comment pouvons-nous nous préparer pour dialoguer avec les responsables du gouvernement?

- **Etablir la cartographie politique et mettre la carte à jour.** Soyez toujours conscients de ce qui suit: Qui a le pouvoir d'agir et de changer? Qui peut influencer? Quel type d'informations est susceptible d'impressionner les personnes au pouvoir? Quel genre d'informations pourrait motiver et mobiliser les personnes influentes?
- **Mobiliser les représentants du gouvernement, en particulier les partisans des réformes et ceci de manière régulière.** Pour parer à toutes surprises. Toutefois, **sachez que les responsables gouvernementaux et les dirigeants politiques peuvent changer de position. Il ne faut pas croire que les intérêts des anciens responsables du gouvernement et des anciens dirigeants politiques sont les mêmes que celui des nouveaux maîtres du pouvoir.**

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

A la suite des recommandations du Conseil de l'Europe de 2008 concernant la loi de l'Ukraine sur les ONG qui doit être réformée et en conformité avec les normes et les pratiques Européennes, alors le Premier Ministre Yulia Tymoshenko a soumis un nouveau projet de loi au Parlement. Toutefois les membres de son propre parti ont opposé le projet de loi au parlement.

- **Etudier les plans du gouvernement.** Par exemple, examinez le calendrier des travaux législatifs du parlement. Examinez également les tendances passées en matière de réformes juridiques, cela peut être édifiant. Cet exercice vous aidera à comprendre les intérêts du gouvernement et à identifier les incitations possibles pour les réformes.
- **Etudiez les déclarations et les annonces du gouvernement,** parce qu'elles vous donnent une idée sur les motifs et les intentions du gouvernement.
- **Soyez à l'affût d'une décision politique qui peut révéler une ouverture pour la réforme de loi régissant la société civile.**
- **Soyez prêts lorsque vous commencez votre campagne parce que les opportunités surviennent sans notification préalable ou avec bref préavis.** (Parfois, on vous envoie un projet de loi pour

examen ou commentaire à 17h et on vous demande de faire part de votre réaction à 9h du matin le lendemain.)

- Il est important **de comprendre quels sont les bureaux et les comités parlementaires impliqués dans le processus de rédaction et d'introduction d'un projet de loi**. En plus des ministères concernés et des commissions parlementaires, il est parfois vital d'impliquer également les bureaux de la branche exécutive comme le bureau de la planification et du budget, par exemple, parce qu'ils pourraient être chargés d'examiner les questions relatives au projet de loi, y compris le budget et les considérations financières.
- **Préparez les recommandations pour réformer la loi existante sur les ONG qui axée sur une recherche de concertation**. Cette recherche comprend les recommandations des experts qui sont soutenus par un large groupe d'ONG. Cela aide à établir un dialogue constructif avec le gouvernement qui considère les ONG comme détracteurs et opposants.
- **Développez une loi alternative et l'utilisez comme une base pour le dialogue**. Même lorsque le gouvernement a élaboré un projet de loi, il pourrait y avoir une valeur stratégique si les groupes de la société civile développent un projet de loi alternatif pour examen. Ceci est particulièrement vrai lorsque le projet de loi du gouvernement est fondamentalement vicié.

L'EXEMPLE du KENYA

Après une série de consultations avec des centaines de groupes de la société civile à travers le pays, une coalition de la société civile au Kenya a élaboré un projet de [loi sur les organismes d'intérêt public \(OIP\)](http://www.wmd.org/sites/default/files/Kenya-Draft_PBO_BILL_March_2012.pdf) (http://www.wmd.org/sites/default/files/Kenya-Draft_PBO_BILL_March_2012.pdf) en 2011. Grâce au processus de rédaction, la coalition a partagé le projet de loi avec le Conseil de Coordination des ONG, qui est l'agence gouvernementale responsable de l'enregistrement des ONG, la Commission de la Réforme de la Loi du Kenya (KLRC), et les différents Membres du Parlement. Avec le projet de loi, la coalition a pu explorer les possibilités d'une retraite commune avec le KLRC pour un examen technique. Bien que la retraite commune ne se soit pas produite, la discussion sur l'exploration de telles possibilités a pu faciliter le partage d'informations avec le KLRC. Le projet de loi sur les organismes d'intérêt public a été accepté par le Comité Parlementaire sur les Affaires Juridiques en décembre 2011, et a été soumis à l'ensemble du Parlement.

L'EXEMPLE de l'AZERBAIJAN

La loi sur les Subventions de l'Azerbaïdjan a été rédigée par les groupes de la société civile travaillant avec des experts internationaux, et a été adoptée par le Gouvernement en 1998 principalement parce que le gouvernement n'avait son propre projet de loi.

- **Faire le suivi du texte du projet de loi parce que le Gouvernement et le parlement ont tendance à changer le texte lors des discussions**. Même si vous faites partie d'un groupe de travail chargé de l'élaboration et de la finalisation d'un projet de loi, le texte de la version finale peut changer lorsqu'il passe par les agences gouvernementales et les discussions parlementaires.
- **Contrôler et documenter les problèmes qui découlent de la mise en vigueur de la loi**.
- **Il faut être conscient des limites potentielles du gouvernement**. Le gouvernement pourrait avoir des capacités limitées pour absorber votre recherche, les conclusions et les recommandations. Les problèmes institutionnels comme les questions internationales ou les

politiques du parti peuvent limiter les capacités des entités gouvernementales relatives à l'intégration des recommandations des organisations de la société civile.

- Il est **imprudent de mettre tous ses œufs dans le même panier**. Il faut travailler avec des organismes multiples et des fonctionnaires au sein du gouvernement parce qu'ils opèrent de façon indépendante et dans le cadre de leurs propres limites institutionnelles.

[MESSAGE VIDEO du KENYA \(http://vimeo.com/39010315\)](http://vimeo.com/39010315)

Comment pouvons-nous savoir quand aborder le gouvernement?

- **Les périodes de transition politique présentent une occasion** pour les groupes de la société civile pour qu'ils s'impliquent davantage dans la formation de nouvelles constitutions et dans la réorganisation des structures et des systèmes gouvernementaux.
- **Un dialogue potentiellement cohérent pourrait émerger de nouvelles nominations de politiciens progressistes**. Lorsque ces nominations ont lieu dans plus d'un secteur du gouvernement, il y a une possibilité qu'un mouvement au sein du gouvernement voit le jour pour soutenir une société civile plus libre.
- **Des occasions se présentent au gouvernement lorsqu'il signe des accords internationaux**. Ces accords sont une déclaration très publique de la part du gouvernement, visant à poursuivre une série d'objectifs spécifiques.
- **Inviter les représentants du gouvernement à travailler en partenariat lors du lancement du projet**. Informer le gouvernement des activités prévues et identifier les domaines de coopération possibles à l'avance augmenteront la probabilité de partenariat.
- **Collaborer avec le gouvernement à chaque fois que l'occasion se présente**. Plusieurs gouvernements invitent les représentants de la société civile pour les consulter sur leur projet de loi sur les ONG. Parfois, des acteurs externes fournissent un créneau pour les réformes juridiques dont la société civile pourrait en bénéficier.

L'EXEMPLE du LIBERIA

Au Liberia, le développement d'une politique relative aux ONG a été lancé par le Ministère de la Planification et des Affaires Economiques en 2006 avec le soutien du PNUD. Les organisations de la société civile avaient rejeté le premier projet de la politique parce que trop restrictif. Ils avaient demandé à être impliqué dans le processus d'élaboration de la Politique, parce qu'elle pourrait avoir une incidence sur des groupes comme le leur. Pour répondre à la demande insistante des organisations de la société civile, le gouvernement a ouvert le processus pour examiner et réviser la politique et à inviter les organisations de la société civile à y participer et à apporter leur contribution. Une fois les organisations de la société civile acceptent le projet, la politique des ONG révisée sera finalement adoptée par le gouvernement en 2008.

L'EXEMPLE de la MACEDOINE

Après que la Macédoine est devenue candidate à l'adhésion de l'Union Européenne en 2005, le Gouvernement Macédonien a identifié la loi de 1998 sur les organisations de la société civile comme une priorité pour l'examen et l'harmonisation avec la réglementation de l'Union Européenne. Cela a ouvert la voie aux organisations de la société civile et à

d'autres pour parler des intérêts du gouvernement et pour défendre de façon plus efficace l'élaboration d'un cadre juridique favorable à la société civile. Grâce à la contribution des organisations de la société civile, la nouvelle loi sur les Associations et les Fondations a été adoptée en Avril 2010. (Lire aussi: le Centre Européen pour une Loi à But Non Lucratif, « [Eléments concernant des Initiatives de Réformes de Loi qui ont réussi](http://ecnl.org/dindocuments/353_ECNL%20Successful%20CSO%20Law%20Reforms%202011%20Final%20May%202011.pdf). » (http://ecnl.org/dindocuments/353_ECNL%20Successful%20CSO%20Law%20Reforms%202011%20Final%20May%202011.pdf))

L'EXEMPLE de la SERBIE

*Comme en Macédoine, la plupart des réformes considérées pertinentes pour les groupes de la société civile faisaient partie des engagements internationaux qui ont été fait par le Gouvernement **Serbe**. Cela a permis de catalyser le processus de réforme. Lorsque la Serbie a adhéré au Conseil de l'Europe en 2003, elle a ratifié la Convention Européenne des Droits de l'Homme et s'est engagée à élaborer une nouvelle loi sur l'association qui serait conforme à la Convention. La loi a été finalement promulguée en 2009.*

L'EXEMPLE de l'UKRAINE

*Les groupes de la société civile en **Ukraine** ont également incité le gouvernement à faire des réformes lorsque le Conseil de l'Europe a conclu que la loi Ukrainienne actuelle sur les ONG n'est pas conforme aux normes de l'Union Européenne. Les membres du Comité Parlementaire et les groupes de la société civile ont mis en place un groupe de travail conjoint pour la rédaction d'une nouvelle loi afférente aux ONG tout en travaillant avec le Bureau du Président. (Voir [le Plan d'Action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine: 2008-2011](http://www.slg-coe.org.ua/content/docs/DSP_2008_15E_-_Action_Plan_Ukraine_2008-2011_final_1_ENG.pdf). (http://www.slg-coe.org.ua/content/docs/DSP_2008_15E_-_Action_Plan_Ukraine_2008-2011_final_1_ENG.pdf))*

- **Les calendriers politiques sont de bons indicateurs par rapport à quand impliquer le gouvernement. S'engager avec le gouvernement juste après des élections pourrait être opportun** parce que c'est la période où les hommes politiques sont plus enclins à mettre en œuvre des mesures et à élaborer des agendas politiques. Aussi, **il faut prendre en considération le cycle de planification budgétaire** parce que le processus d'amendement d'une loi pourrait avoir des implications budgétaires. Dans certains cas, il a été efficace de mettre la question de la loi sur les ONG dans les programmes des partis politiques avant les élections. Mais dans d'autres contextes politiques, le dialogue peut devenir surchauffé pendant la période électorale.

L'EXEMPLE de l'ESTONIE

[Le Manifeste de la Société Civile de l'Estonie](http://www.ngo.ee/arhiiv/www.ngo.ee/28222.html) (<http://www.ngo.ee/arhiiv/www.ngo.ee/28222.html>) a été signé par tous les partis politiques avant les élections de 2007. Après les élections, le parti qui est arrivé au pouvoir, a fait avancer le programme des ONG selon les principes énoncés dans le manifeste.

- **S'engager dans un mécanisme judiciaire, et utiliser des litiges publics pour contester les politiques répressives.**

L'EXEMPLE de l'OUGANDA

*Le cadre constitutionnel peut être utilisé de manière efficace pour contester certaines dispositions législatives. Les groupes de défense des droits de l'homme en **Ouganda** ont présenté devant le Tribunal Constitutionnel une affaire en rapport avec les conditions de détention dans le pays, en citant l'Article 15 de la Constitution, qui permet à quiconque de poursuivre en justice tous ceux qui enfreignent les droits de l'homme.*

Des enseignements importants:

- Une pétition constitutionnelle nécessite une recherche approfondie sur des preuves, et remplir une pétition est un processus fastidieux. Dans l'affaire des conditions de détention en Ouganda qui était un succès, il a fallu trois cabinets d'avocats pour remplir la pétition. Les pétitionnaires doivent également être conscients des coûts par le processus.
- Malheureusement, une décision favorable du tribunal constitutionnel ne peut pas être traduite en changements immédiats. La décision doit être suivie de politiques administratives qui mettent en vigueur la décision. Par conséquent, les groupes de la société civile doivent surveiller étroitement les décisions administratives qui sont faites après la décision du tribunal.
- Il peut être difficile de contester la constitutionnalité d'une loi si la loi n'a pas été complètement appliquée ou s'il n'a pas de preuve tangible que la constitution a été enfreinte.

[MESSAGE VIDEO de la RUSSIE \(http://vimeo.com/17130883\)](http://vimeo.com/17130883)

Quels sont les messages clés que je dois communiquer? Comment rendre ces messages attractifs?

- **Développer un message qui s'adresse aux besoins de la société et qui montre comment changer le cadre juridique de façon à avoir une incidence sur ces besoins.** Un message efficace doit mettre en exergue comment le cadre juridique des organisations de la société civile est lié au développement et à la prospérité du pays. Il devrait inclure des exemples de la façon dont le travail de la société civile contribue aux objectifs du gouvernement en matière de développement social et de prestation de services sociaux. Cela permet d'éviter que l'initiative de réforme ne soit politisée.

L'EXEMPLE de l'IRAK

Au cours de leurs efforts de plaidoyer qui ont conduit à l'adoption avec succès de la loi progressiste 12 de 2010 en Irak, les groupes de la société civile ont mis en évidence la façon dont un secteur fort de la société civile pourrait contribuer à la reconstruction du pays et attirer des fonds étrangers pour soutenir le développement local. (Lire aussi: le Centre Européen pour la loi à But Non Lucratif « [Eléments pour la réussite des initiatives de réforme de la loi des OSC](#) »

(http://ecnl.org/dindocuments/353_ECNL%20Successful%20CSO%20Law%20Reforms%202011%20Final%20May%202011.pdf)

- **Essayer de lier les efforts de plaidoyer aux priorités du gouvernement.**

L'EXEMPLE du Kenya

Le projet de loi d'intérêt public des organisations (IPO) du Kenya

(http://www.wmd.org/sites/default/files/KenyaDraft_PBO_BILL_March_2012.pdf) renvoie à la mise en œuvre de la nouvelle Constitution 2010 du pays, qui était l'une des principales priorités du pays.

- **Fournir des exemples provenant d'autres pays qui ont un niveau de développement similaire.** Parfois il serait utile de montrer qu'il y a des mesures juridiques restrictives similaires dans des pays « moins développés » (c'est-à-dire des pays que les hommes politiques considèrent moins développés que leur pays). Ces messages pourraient inciter le gouvernement à prendre des initiatives progressistes.

L'EXEMPLE de l'AZERBAIJAN

Jusqu'à 2009, Il n'y avait pas de dispositions juridiques concernant les bénévoles en Azerbaïdjan. Pour promouvoir et protéger les bénévoles travaillant avec les ONG, il faut envoyer un message important au gouvernement, c'était cette absence de législation régissant le volontariat dans le pays qui était un obstacle au développement de la société civile et le fait que le volontariat soit réglementé et protégé dans tous les pays « développés »; par ailleurs, l'inaction laisserait l'Azerbaïdjan à la traîne. Par conséquent, en 2009, le parlement de l'Azerbaïdjan a adopté la loi régissant les Activités du Volontariat. La nouvelle loi était considérée comme une amélioration du cadre réglementaire en Azerbaïdjan.

- Les messages ne doivent pas être partisans. Un message doit **lier les préoccupations relatives à la loi existante et/ou au projet de loi** à l'importance de renforcer les institutions démocratiques et au rôle démocratique de l'état.
- **Citer les documents internationaux et régionaux ainsi que les normes**, comme le Pacte International relatif aux Droits Civiles et Politiques (<http://www2.ohchr.org/english/law/ccpr.htm>); Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels; **La Convention Européenne des Droits de l'Homme** (<http://conventions.coe.int/Treaty/en/Treaties/Html/005.htm>); les Recommandations du Conseil de l'Europe; la **Charte Démocratique Interaméricaine** (http://www.oas.org/charter/docs/resolution1_en_p4.htm); la **Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples** (http://www.africa-union.org/Official_documents/Treaties_%20Conventions_%20Protocols/Banjul%20Charter.pdf)) ; et la **Charte Africaine sur la Démocratie, les Elections et la Gouvernance** (<http://www.africa-union.org/root/au/Documents/Treaties/text/Charter%20on%20Democracy.pdf>), parmi d'autres.
- **Montrer que la communauté des ONG et le grand public soutiennent davantage les mesures juridiques favorables aux groupes de la société civile.**

Comment communiquer nos messages et développer un engagement constructif avec le gouvernement?

- Pour être efficace, **le même message doit être transmis au gouvernement à travers différents canaux, qui peuvent inclure:**
 - La présentation des analyses de la situation existante avec un aperçu comparative de l'expérience des autres pays, en particulier ceux qui sont considérés par le gouvernement comme étant les « meilleurs modèles » ou « des concurrents. »
 - Des discussions en table ronde avec les experts et les décideurs immédiats des organismes étatiques.
 - Des réunions avec les fonctionnaires de haut niveau, comme les ministres, les chefs de missions, les ambassadeurs, les chefs d'organisations internationales durant lesquelles des questions pourraient être soulevées et une promesse de suivi obtenue.
 - Publication d'articles dans les principaux journaux et medias électroniques.
- **Les voyages d'étude peuvent être un outil utile** non seulement pour montrer comment d'autres pays ont réussi avec succès à reformer la loi sur la société civile, mais également à établir de bonnes relations personnelles avec les acteurs clés du gouvernement.
- **Mettre en place un comité d'organisation ou un groupe de travail composé des principaux acteurs, y compris les principaux représentants du gouvernement, les acteurs de la société civile, et d'autres parties prenantes si possible.** Pour que le processus de plaidoyer soit un projet commun, plutôt que représentant les efforts d'une seule organisation. Un groupe de

travail composé de différents acteurs peut être présidé par un représentant du gouvernement, une commission parlementaire ou une organisation de la société civile.

L'EXEMPLE du MEXIQUE

Au Mexique, des dirigeants de plusieurs ONG et des universitaires ont mis en place un groupe de travail pour élaborer des stratégies afin d'améliorer les lois fiscales et les politiques qui touchent la communauté des ONG. Le nombre d'adhérents du groupe de travail a augmenté pour inclure les représentants des autorités fiscales, le Service de l'Administration Fiscale (Servicio de Administracion Tributaria – SAT), et le Trésor Public (Ministerio de Hacienda).

Qui au sein de mon « mouvement » doit participer dans ces dialogues?

- **Celui qui va communiquer le message doit être indépendant, respecté et éloquent, sachant très bien expliquer la question.**
- **Choisissez quelqu'un qui peut représenter le mouvement et sa circonscription et garder une certaine distance avec le gouvernement durant les négociations et les discussions des questions avec les représentants du gouvernement doivent être menées de manière efficace.**
- **Choisissez des personnes ayant une bonne image auprès des décideurs**, et chaque représentant doit avoir un rôle bien défini.
- **Il ne faut pas constituer un grand groupe** juste pour le plaisir d'avoir un grand groupe.
- **Les représentants du mouvement peuvent inclure des experts** pour traiter des aspects techniques de la réforme, mais pas au nom des ONG.
- **Envisagez d'inviter des experts étrangers et des fonctionnaires supérieures pour parler en votre nom.** Ils peuvent avoir une vision moins politisée de la situation que les ONG locales et les experts du gouvernement.
- **Focaliser la discussion sur la question cible pour que les gens présents n'essayent pas de vous "usurper" le temps de parole** en essayant de soulever leurs propres questions pendant les réunions au lieu de promouvoir les réformes de loi relatives aux ONG. Les orateurs peuvent essayer de détourner la conversation vers d'autres sujets qui n'ont rien avoir avec les objectifs de votre mouvement ou votre cause.

Comment pouvons-nous savoir si et quand nous devons rompre le dialogue avec le gouvernement?

- Si pendant votre plaidoyer, vous avez utilisé un certain message pendant une longue période sans beaucoup de succès, il serait temps de l'évaluer et de changer la façon dont il était présenté. **Il ne faut pas nécessairement rompre le dialogue. Cherchez plutôt à faire participer le gouvernement une deuxième fois en utilisant une approche différente.**
- **Prendre des mesures progressives et utiliser un processus cumulatif** pour faire participer le gouvernement.

- **Utiliser une stratégie « interne-externe »** qui maintient la communication avec le gouvernement par le biais d'un groupe de coordination, alors que les groupes des défenseurs des droits de l'homme de votre coalition contestent la loi par le biais des voies de recours.

Le Dialogue avec les Parlementaires

Comment devons-nous nous préparer pour initier le dialogue avec les parlementaires?

- **Veillez à ce que les parlementaires comprennent les questions et les préoccupations.**
- **Restez en dehors des débats orientés vers les partis politiques et veillez à ce que les discussions restent au niveau du dialogue multipartite.** Il est plus efficace de travailler avec les membres du parlement (Députés, Elus) de différents partis de sorte que la question ne soit pas perçue comme partisane. Si tous vos partisans sont issus du parti de l'opposition, le parti au pouvoir peut réagir rapidement et de façon négative.
- **Effectuer une cartographie politique** pour:
 - Identifier les députés actifs qui acceptent de travailler avec les organisations de la société civile;
 - Identifier les députés qui s'intéressent à une cause (ex. les droits des femmes, les personnes ayant des besoins spécifiques, l'environnement, etc.) et les informer des restrictions dont est victime la société civile et qui peuvent influencer sur le travail des organisations pour promouvoir ces causes;
 - Identifier les questions à l'ordre du jour législatif relatives à la loi sur les ONG; et
 - Identifier la commission parlementaire qui examine normalement les projets de loi en détail et identifier les députés au sein de cette commission.
- **Comprendre le mécanisme et le calendrier relatifs à l'adoption des lois.**

L'EXEMPLE de la BULGARIE

En Bulgarie, la fin de l'année est une mauvaise période pour les initiatives de réforme de loi pour les ONG, parce que c'est le moment où le Parlement discute le budget et les lois fiscales.

- **Essayez d'identifier les principaux messages au sein du parlement** et formez un groupe de travail pour discuter du projet de loi.

L'EXEMPLE de l'IRAK

En Irak, Mme. Ala Talabani, MP, présidente du Conseil des Représentants de la Commission des Affaires de la Société Civile, a joué un rôle clé en aidant à ouvrir la voie aux OSC et a guidé l'implication des OSC dans le processus de rédaction d'une nouvelle loi en faveur des OSC (Loi 12 de 2010). Elle a mobilisé les MP et a travaillé étroitement avec les dirigeants de la société civile en réagissant au projet de loi du Gouvernement et a élaboré un projet de loi alternatif. La Loi a été adoptée par le Conseil des représentants sur la base du projet de loi alternatif. (Lire aussi: Le Centre Européen pour la Loi à But Non Lucratif « [Eléments relatifs aux initiatives réussies de réforme de Loi Afférente aux OSC.](#) »

(http://ecnl.org/dindocuments/353_ECNL%20Successful%20CSO%20Law%20Reforms%202011%20Final%20May%202011.pdf)

- **Comprendre quelles sont les ressources que votre organisation peut fournir** pour faciliter l'implication des parlementaires. Par Exemple, la perspective d'une implication dans des projets futurs dans le pays et la possibilité d'un voyage d'étude à l'étranger, etc., peuvent aider le dialogue.

Quand et comment aborder les parlementaires?

- **Mobiliser les parlementaires AVANT qu'un projet de loi ne soit soumis au Parlement est très important.** Travailler avec les parlementaires clés dans le cadre du processus d'élaboration d'un projet de loi non seulement permet d'améliorer leur niveau de connaissances sur le sujet et la substance du projet de loi et également de créer un sentiment partagé d'appropriation à travers tout le processus.
- Lorsque les députés n'ont pas assez de connaissances en matière de projet de loi et d'amendement, vous devez les **éduquer sur les conséquences potentielles du projet de loi et les encourager à se mobiliser pour le réviser.**
- **Lorsque certaines commissions parlementaires élaborent et approuvent leurs nouveaux programmes,** vous pouvez réagir, faire des commentaires et rechercher des opportunités pour plaider en faveur de programmes axés sur la réforme.
- La possibilité de dialoguer avec certain députés pourrait se présenter, **lorsque vous entendez ou lisez dans les médias qu'ils prennent des mesures dans votre domaine d'intérêt.**
- **Rechercher l'appui des députés qui ont de l'expérience en matière de présentation, d'amendement ou d'élaboration de lois.** Certains députés n'ont pas d'expérience même s'ils s'intéressent à votre cause.
- Dans plusieurs, **il serait important de fournir une copie imprimée de vos documents.**
- **Il faudra servir de ressource aux députés et au Gouvernement.** Lorsque un député ou un représentant du gouvernement est soucieux d'améliorer son image, vous pouvez leur fournir des idées créatives et progressistes et les associer ainsi à votre expertise et à vos ressources.
- **Inciter les législateurs à participer dans vos projets,** en soulignant la possibilité d'être reconnu pour leur contribution à la bonne gouvernance.

Dialoguer avec d'Autres Parties Prenantes

Qui sont les autres parties prenantes (organismes internationaux, régionaux, le secteur privé, etc.) nous devons les mobiliser et pour quelle raison?

- Bien que de nombreuses initiatives de réforme de loi aient tendance à être organisées par les ONG qui ont une assise financière et/ou par des experts juridiques, il est important de reconnaître que les **organisations communautaires et les organisations de la communauté de base** ont un important rôle à jouer dans le cadre de ces initiatives. Les organisations communautaires et les organisations de la communauté de base bénéficieront également des lois relatives aux groupes de la société civile. Lorsque vous travaillez avec ces organisations, il

faudra sensibiliser sur ces questions à l'échelle du pays et développer un large consensus au niveau du secteur de la société civile au sens large du terme.

- **Les autorités locales** peuvent être très importantes, en particulier lorsque les dispositions d'une loi ont une incidence sur ses fonctions. Par exemple, dans certains pays, les autorités locales ont fourni un soutien financier aux projets des ONG et la loi relative aux ONG comprend parfois des dispositions afférentes au financement public.
- **Il faudra contacter et consulter Les bureaux de mise en vigueur des politiques et des lois** lorsque vous vous engagez dans des initiatives de réforme juridique. Leur interprétation de la loi affecte sa mise en œuvre et il est important cependant qu'ils interprètent les mesures juridiques de la meilleure façon qui soit.
- **Les associations professionnelles** sont des alliés potentiels.

L'EXEMPLE de la BULGARIE

En Bulgarie, les ONG ont fait des efforts pour impliquer les associations professionnelles dans la question relative à la taxation des bailleurs de fonds. En 2008, le gouvernement a essayé tous les avantages fiscaux des bailleurs de fonds et a introduit un impôt uniforme de 10% sur les bénéfices des sociétés. Un groupe d'ONG a rejoint les dirigeants de la communauté des affaires, et leurs efforts ont réussi à arrêter l'initiative du gouvernement.

- **Les étudiants universitaires** peuvent être des défenseurs importants.

L'EXEMPLE du VENEZUELA

Les étudiants universitaires au Venezuela ont joué un rôle important dans la distribution des documents d'information pas uniquement dans la capitale mais aussi à travers tout le pays, en utilisant leurs réseaux universitaires et les syndicats d'étudiants. Les étudiants sont considérés comme n'ayant aucune appartenance politique et cela permet de toucher les différents secteurs d'une société politiquement divisée.

[MESSAGE VIDEO de la GAMBIE \(http://vimeo.com/23813025\)](http://vimeo.com/23813025)

- **Les Universitaires, comme les chercheurs et les professeurs,** peuvent non seulement fournir des analyses sur les cadres juridiques en place et élaborer des projets alternatifs, mais également aider à maintenir l'impact de la réforme en élaborant un programme sur les lois relatives aux OSC pour les facultés de droit.
- **Les bénéficiaires des activités de la société civile** devraient être encouragés à participer dans les discussions relatives aux mesures juridiques qui régissent les activités de la société civile. Les efforts de réforme juridique devraient inclure les professeurs et les étudiants qui bénéficient des projets des groupes de la société civile dans le domaine de l'éducation, les parents dont les enfants bénéficient des services de soin fournis par les organisations de la société civile, et les agriculteurs susceptibles d'être touchés par une politique donnée dont les groupes de la société civile en font le plaidoyer. Cela donne aux efforts de plaidoyer une certaine légitimité.

[MESSAGE VIDEO du KENYA \(http://vimeo.com/39003754\)](http://vimeo.com/39003754)

CHAPITRE 6: SURVIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT TRES RESTRICTIF

Tout en essayant d'introduire des réformes juridiques, les OSC qui travaillent dans des environnements restrictifs sont souvent confrontées à des défis immédiats liés à leur existence et à leur fonctionnement. Voici quelques mécanismes de survie que les organisations peuvent prendre en considération:

- **Travailler comme association informelle** si la loi le permet.
- S'il est difficile de s'enregistrer comme société ou ONG, **enregistrez-vous plutôt comme organisation à but lucratif ou à but-non-lucratif**. Plusieurs organisations de pression et de droits de l'homme ont décidé de s'enregistrer comme société civile pour légaliser leur existence et recevoir des fonds.
- Si s'enregistrer comme société ou NGO est difficile dans votre pays, **envisagez de vous enregistrer dans un pays voisin**. En enregistrant votre organisation dans un pays voisin, vous serez en mesure de fonctionner et de mener vos activités tout en veillant à rester proche de vos sources d'information et des bénéficiaires de votre travail.
- **Organisez vos activités sous l'égide d'une ONG enregistrée ou une organisation professionnelle** si vous ne pouvez pas enregistrer votre propre groupe.
- **Solliciter une assistance juridique durant l'enregistrement**. Il y a des cliniques d'aide juridique qui aident les ONG pendant le processus d'enregistrement. Ces cliniques d'aide juridique peuvent être en mesure de vous aider à surmonter les difficultés administratives du processus d'enregistrement et comment traiter les aspects politiques sensibles afférents à l'enregistrement.
- **Obtenir un soutien d'urgence de la part** de la communauté internationale et des ONG.

Lifeline: Embattled NGO Assistance Fund

[Lifeline: Embattled NGO Assistance Fund](http://www.freedomhouse.org/program/lifeline-embattled-ngo-assistance-fund) (<http://www.freedomhouse.org/program/lifeline-embattled-ngo-assistance-fund>) – Freedom House a créé un consortium international de soutien aux ONG menacées à travers le monde. Ce fond aide les ONG à résister à la répression et à la pression et à reprendre leur travail pour défendre les droits et les libertés des citoyens, en fournissant une aide d'urgence et en parlant en leur nom.

Southern Africa Human Rights Defenders Trust

[Southern Africa Human Rights Defenders Trust](http://sahrtd.org/) (<http://sahrtd.org/>) – La Fiducie procure une assistance humanitaire aux défenseurs des droits de l'homme en danger et leurs familles. Leur soutien comprend un soutien financier d'urgence, un traitement médical, une relocalisation temporaire, et une aide psychologique et juridique.

Frontline Defenders

[Frontline Defenders](http://www.frontlinedefenders.org/emergency) (<http://www.frontlinedefenders.org/emergency>) – Frontline fournit un soutien 24 heures sur 24 heures aux défenseurs des droits de l'homme en danger immédiat. En cas de crise, vous pouvez contacter Frontline à toute heure sur leur hotline d'urgence.

RESSOURCES: D'AUTRES OUTILS, GUIDES PRATIQUES ET MANUELS UTILES

1. IMPLIQUER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le guide pratique du plaidoyer: Conseils pratiques sur la manière de plaider pour un environnement plus favorable pour la société civile dans votre contexte

De Toma, Constanza, [Forum sur l'Efficacité du Développement des OSC](#): 2012.

Ce guide pratique fournit des conseils et des outils que les organisations de la société civile de par le monde peuvent utiliser pour plaider la cause d'un environnement plus favorable pour la société civile dans différents contextes. Elle décrit les sept étapes pour planifier et mettre en œuvre le travail de plaidoyer.

[En Anglais](http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120110-of-advocacy_Toolkit-en-web-2.pdf) (http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120110-of-advocacy_Toolkit-en-web-2.pdf)

[En Français](http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120109-of-advocacy_Toolkit-fr-web-2.pdf) (http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120109-of-advocacy_Toolkit-fr-web-2.pdf)

[En Espagnol](http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120109-of-advocacy-Toolkit-es-web-2.pdf) (<http://www.cso-effectiveness.org/IMG/pdf/120109-of-advocacy-Toolkit-es-web-2.pdf>)

2. IMPLIQUER LES COMMUNAUTES DES DIPLOMATES ET DES BAILLEURS DE FOND

Quelle Protection est ce que l'Union Européenne et les Missions Diplomatiques Norvégiennes peuvent offrir?

Collier, Chris. [Frontline Defenders](#): 2008. Dublin, Irlande.

Le manuel décrit en détail comment l'Union Européenne et la Norvège se sont engagées pour soutenir et protéger les défenseurs des droits de l'homme. Il comprend également des suggestions destinées aux défenseurs des droits de l'homme (DDH) concernant la possibilité d'utiliser ces lignes directrices comme outils pour améliorer leur sécurité. Dans les dernières pages du manuel il y a une liste des principaux contacts au sein de l'Union Européenne et l'adresse des Ambassades Norvégiennes.

[En Anglais](#)

(http://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2009_2014/documents/droi/dv/droi_20100125_3flhb/_droi_20100125_3flhb_en.pdf)

Le Guide des Diplomates pour Soutenir le Développement Démocratique

[Council for a Community of Democracies](#): 2011.

Cette ressource expose diverses études de cas examinant comment les missions diplomatiques avaient appuyé les demandes de la société civile dans le passé et comment ce soutien a été reçu et mis en œuvre.

3. IMPLIQUER LES MEDIAS

Manuel destiné aux attachés commerciaux des Missions Diplomatiques

Connell, Eve. [The International Commercial Diplomacy Project](#).

Ce manuel décrit la façon de rédiger et présenter des documents politiques, des lettres de sensibilisation, des notes, des documents d'information et des rapports, des communiqués de presse, des éditoriaux, des emails, et des témoignages publics. Il traite également de thèmes tels que comment se préparer pour les négociations ou comment travailler avec des interprètes.

[En Anglais](http://www.commercialdiplomacy.org/pdf/manual/writing_manual.pdf) (http://www.commercialdiplomacy.org/pdf/manual/writing_manual.pdf)

Rendre Visuelles les Informations sur le Plaidoyer

[Tactical Technology Collective](#).

Ce manuel met en exergue les méthodes que les ONG et les défenseurs peuvent utiliser pour renforcer la façon dont leurs campagnes et projets communiquent avec leur public. Le manuel présente des concepts, encourage les bonnes pratiques en matière de la conception de l'information, et montre comment les graphiques visuelles peuvent devenir des outils puissants pour le plaidoyer, la sensibilisation, la recherche, l'organisation et l'éducation.

[En Anglais](http://archive.tacticaltech.org/infodesign) (<http://archive.tacticaltech.org/infodesign>)

[En Russe](http://www.tacticaltech.org/sites/dev.tacticaltech.org/files/Infodesign_russian.pdf) (http://www.tacticaltech.org/sites/dev.tacticaltech.org/files/Infodesign_russian.pdf)

Des Cartes pour le Plaidoyer: Comment utiliser les techniques de cartographie dans la campagne

[Tactical Technology Collective](#): 2010. Royaume Uni.

Ce guide présente des études de cas examinant comment des cartes en ligne ont été utilisées dans le cadre du militantisme (e.x. faire le suivi de la liberté de presse, collaborations environnementales style wiki).

[En Anglais](http://tacticaltech.org/mapsforadvocacy) (<http://tacticaltech.org/mapsforadvocacy>)

Médias ; Conseils : 36 conseils pour augmenter votre couverture médiatique

Aswat.

Cette ressource propose 36 conseils pour augmenter la couverture médiatique d'une organisation. Elle comprend des sujets tels que l'élaboration d'une liste de correspondants, la mise en forme des lettres, et attirer et retenir l'attention à la fois des alliés et de l'opposition.

[En Arabe](http://aswat.com/ar/content/36-%D9%86%D8%B5%D9%8A%D8%AD%D8%A9-%D9%84%D9%83%D9%8A-%D8%AA%D8%B2%D9%8A%D8%AF-%D9%85%D9%86-%D8%AD%D8%AC%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%BA%D8%B7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-0) (<http://aswat.com/ar/content/36-%D9%86%D8%B5%D9%8A%D8%AD%D8%A9-%D9%84%D9%83%D9%8A-%D8%AA%D8%B2%D9%8A%D8%AF-%D9%85%D9%86-%D8%AD%D8%AC%D9%85-%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%BA%D8%B7%D9%8A%D8%A9-%D8%A7%D9%84%D8%A7%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%85%D9%8A%D8%A9-0>)

[En Anglais](http://aswat.com/en/content/media-tips-36-tips-increase-your-media-coverage) (<http://aswat.com/en/content/media-tips-36-tips-increase-your-media-coverage>)

4. Les NOUVEAUX MEDIAS

Des Outils pour communiquer votre cause: Un guide pour améliorer la Sécurité Numérique .

[Tactical Technology Collective](#): 2009. Royaume Uni.

Cette ressource met l'accent sur le processus de développement et de distribution des médias d'une organisation. Elle couvre des stratégies pour rendre la presse écrite, les images, l'audio, les ressources internet et les vidéos plus efficaces. Chaque section comprend des informations, des références, des liens et des études de cas. "Message in-a-box" fournit également des logiciels source ouverte (open source), des vidéos et des textes et des guides « Comment faire. » Il y a une source qui traite de comment faire un blog anonyme.

[En Anglais](http://www.messageinbox.tacticaltech.org/) (<http://www.messageinbox.tacticaltech.org/>)

Mobiles for Advocacy

[Tactical Technology Collective](#): 2009. Royaume Uni.

Mobiles for Advocacy est un guide sur comment utiliser les téléphones portables adoptent le changement social, créer un réseau de téléphonie mobile dans leur région, et utiliser les téléphones mobiles pour communiquer, rencontrer des partisans, obtenir des informations et gagner des adeptes.

[En Anglais](http://mobiles.tacticaltech.org) (<http://mobiles.tacticaltech.org>)

DigiActive Introduction to Facebook Activism

Schultz, Dan. [DigiActive](#): 2008.

Cette ressource donne un aperçu sur comment utiliser Facebook pendant la campagne, et elle donne des exemples concrets sur l'utilisation Facebook pendant les campagnes à travers le monde (y compris l'Égypte et la Birmanie).

[En Anglais \(http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_facebook_activism.pdf\)](http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_facebook_activism.pdf)

DigiActive Guide to Twitter Activism

Jungherr, Andreas. [DigiActive](#): 2009.

DigiActive a créé ce guide sur comment utiliser Twitter comme un outil pour faire du militantisme. La ressource fournit une boîte à outils complète sur l'utilisation de Twitter dans le cadre de la stratégie globale d'une organisation.

[En Anglais \(http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_twitter_guide_v1-0.pdf\)](http://www.digiactive.org/wp-content/uploads/digiactive_twitter_guide_v1-0.pdf)

Blog for a Cause! The Global Voices Guide to Blog Advocacy

Joyce, Mary. [Global Voices Advocacy](#): 2008.

Ce manuel illustre des moyens pour contourner le filtrage internet, blog anonyme, et l'utilisation efficace des outils internet pendant les campagnes. Le guide explique comment les activistes peuvent utiliser les blogs et internet dans le cadre de leurs efforts.

[En Arabe \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=9\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=9)

[En Chinois \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=13\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=13)

[En Anglais \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide-blog-for-a-cause/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide-blog-for-a-cause/)

[En Français \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=8\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=8)

[En Espagnol \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=6\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/wp-content/plugins/download-monitor/download.php?id=6)

NGO-In-A-Box: The Audio/Video Edition

[NGO In A Box](#): Breakdown Press.

Ce guide pratique comprend des informations sur l'édition et la production audio et vidéo, sur le streaming audio et les lecteurs vidéo, sur les CD/DVD, la distribution en ligne, les podcasts, la publication sur le web, sur l'utilisation des micro radio et de la Télévision, et sur les stratégies de la distribution numérique.

[En Anglais \(http://av.ngoinabox.org/?q=node/47\)](http://av.ngoinabox.org/?q=node/47)

[En Portugais \(http://pt.av.ngoinabox.org/\)](http://pt.av.ngoinabox.org/)

Message In-A-Box

[Tactical Technology Collective](#).

Ce Site Web traite des stratégies sur comment développer des médias, presse écrite, images, audio, Internet, vidéo, et des téléphones mobiles. Chaque section comprend des informations, des références, des liens et des études de cas montrant l'utilisation efficace des médias. Il couvre des thèmes comme les outils marketing et les conseils, la sécurité vidéo, des vidéos de sensibilisation sans caméra, des stratégies d'impression, le partage d'informations printing stratégies, information-sharing via les téléphones portables et les blogs.

[Site Web \(http://messageinabox.tacticaltech.org/\)](http://messageinabox.tacticaltech.org/)

10 Tactics Project

[Tactical Technology Collective](#): 2009. Londres, Royaume Uni.

Cette vidéo de 50 minutes montre comment développer une campagne d'informations et cadrer les messages de manière efficace. Elle comprend des entrevues avec des gens qui ont mené des campagnes

réussies et des conseils pour créer un parti tactiques, et cette vidéo peut être visualisée avec des sous titres dans plus de 20 langues.

Vidéo (<http://www.informationactivism.org/en/about>)

5. ETABLIR LE DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT, LES PARLEMENTAIRES ET D'AUTRES PARTIES PRENANTES

Political-Process Monitoring: Activists Tools and Techniques

Pompi, Kourtney; Kohlmoos, Lacey, [National Democratic Institute for International Affairs](#): 2011.

Ce guide d'introduction à la surveillance du « processus politique » comprend des études de cas, des cadres de conception de programmes, des propositions de mise en œuvre, des outils et des modèles destinés aux groupes de la société civile et aux intervenants .

[En Anglais](#) (http://www.ndi.org/political-process_monitoring_guide)

Tools for Activists: The Letter Writing Campaign

[Women Living Under Muslim Law](#): 2009. Londres, Royaume Uni.

Ce guide explique en détails la raison pour laquelle rédiger des lettres est le meilleur moyen pour faire passer votre message et comment élaborer un plan d'action efficace, en écrivant des lettres.

[En Anglais](#)

(http://www.wluml.org/sites/wluml.org/files/WLUML%20Tools%20for%20Activists_The%20letter%20writing%20campaign_2009_0.pdf)

Building Civil Societies: A Guide for Social and Political Action

Hoodfar, Hooma; Pazira, Nelofer. [Women Living Under Muslim Law](#): 2000. Londres, Royaume Uni.

Le guide examine différentes méthodes utilisées par les activistes sociaux à travers le monde , expose les principes de base pour la préparation et la promotion de différentes formes d'actions de solidarité, et évalue les limites et l'efficacité de chaque méthode. Ce guide explique également comment rédiger des lettres destinées aux membres du gouvernement ou du parlement, comment préparer et faire signer une pétition, et comment préparer et faire la publicité d'une campagne, comment travailler avec les médias et faire pression pour défendre une cause.

[En Anglais](#) (<http://www.wluml.org/sites/wluml.org/files/import/english/pubs/pdf/build-civil-soc.pdf>)

[En Ourdou](#) (<http://www.wluml-pic.org/shop/product.php?code=rt05/urdu>)

The One-Hour Activist

Kush, Christopher. Jossey-Bass: 2000.

Ce guide décrit les actions f15 de la communauté de base qui persuadent les législateurs et les candidats. Chaque action est conçue pour attirer l'attention des représentants du gouvernement et tisser des liens avec eux. Ce guide comprend également des conseils d'initiés de la part des élus, des organisateurs professionnels, lobbyistes, et des journalistes.

[En Anglais](#) (<http://www.soapboxconsulting.com/>)

6. SURVIVRE DANS UN ENVIRONNEMENT TRES RESTRICTIF

Protection Manual for Human Rights Defenders

Eguren, Enrique. [Frontline Defenders](#): 2010. Londres, Royaume Uni.

Le manuel fournit des informations pratiques sur la sûreté et la sécurité, telles que comment évaluer les risques et que faire après avoir été attaqué. Il traite également de comment assurer sa sécurité personnelle, surtout dans les zones de conflits armés.

[En Arabe](#)

(<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Protection%20Manual%20for%20Human%20Rights%20Defenders%20Arabic.pdf>)

[En Anglais](#)

(http://www.frontlinedefenders.org/files/en/2312_Protection%20Manual%20for%20Human%20Rights%20Defenders.pdf)

[EN Farsi](#) (<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Protection%20Manual%20Farsi.pdf>)

[En Français](#)

(<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Protection%20Manual%20for%20Human%20Rights%20Defenders%20French.pdf>)

[En Indonésien](#)

(<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Soft%20Copy%20Manual%20para%20pembela%20HAM%20Edisi%20Indonesia.pdf>)

[En Portugais](#)

(<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Protection%20Manual%20for%20Human%20Rights%20Defenders%20Portuguese.pdf>)

[En Russe](#)

(http://www.frontlinedefenders.org/files/ru/Protection_Manual_for_Human_Rights_Defenders_Russia_n.pdf)

[En Espagnol](#)

(<http://www.frontlinedefenders.org/files/en/Protection%20Manual%20for%20Human%20Rights%20Defenders%20Spanish.pdf>)

The Article 19 Freedom of Expression Handbook

Global Campaign for Free Expression: Royaume Uni.

Ce manuel met l'accent sur les droits de la liberté d'expression, énoncés dans l'Article 19 de la Déclaration des Droits de l'Homme. Cette ressource est utile pour les activistes victimes de la répression du gouvernement (ou toute autre entité) relative à la censure de leurs documents ou ceux qui estiment que leurs droits ont été soit limités ou menacés. Ce manuel traite des mesures possibles à prendre pour remédier à de telles situations.

[En Anglais](http://www.article19.org/data/files/pdfs/publications/1993-handbook.pdf) (<http://www.article19.org/data/files/pdfs/publications/1993-handbook.pdf>)

The Front Line Economic, Social and Cultural Rights Online Manual

[Frontline Defenders](#): 2006. Londres, Angleterre

Ce manuel examine comment les droits économiques, sociaux et culturels peuvent servir les intérêts de tous, s'ils sont utilisés de manière utile, efficace et pratique. La publication examine comment les défenseurs des droits de l'homme peuvent défendre leurs droits économiques et sociaux.

[En Anglais](http://www.frontlinedefenders.org/manuals/eco-soc-cul) (<http://www.frontlinedefenders.org/manuals/eco-soc-cul>)

The Human Rights Defenders Briefing Papers

[International Service for Human Rights](#): 2009. Suisse.

Cette série de documents d'information fournit des renseignements pratiques sur les droits relatifs au travail des défenseurs des droits de l'homme, tel que le droit de réunion, l'accès au financement et l'accès à l'information, entre autres.

[En Anglais](http://www.ishr.ch/briefing-papers) (<http://www.ishr.ch/briefing-papers>)

New Tactics in Human Rights: A Resource for Practitioners

Goldstone, Justice; Johnson, Douglas. [New Tactics](#): 2004. Minneapolis, Minnesota.

Cette ressource met l'accent sur la « Prévention, l'Intervention, et la Restauration, & développe la culture des droits de l'homme, » et comprend une section sur comment contacter les personnes et les

organisations qui peuvent aider à empêcher les violations des droits de l'homme et les menaces dont les militants sont victimes et réagir en conséquence.

En Arabe (<http://www.newtactics.org/ar/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Bengalie (<http://www.newtactics.org/bn/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Croate (<http://www.newtactics.org/hr/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Anglais

(<http://www.newtactics.org/ToolsforAction/TheNewTacticsWorkbook/Readerordownloadfile>)

En Persan (<http://www.newtactics.org/fa/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Français (<http://www.newtactics.org/fr/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners-french>)

En Hébreu (<http://www.newtactics.org/he/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners-hebrew>)

En Indonésien (<http://www.newtactics.org/id/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Mayen (<http://www.newtactics.org/myn/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Mongole (<http://www.newtactics.org/mn/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Polonais (<http://www.newtactics.org/pl/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Russe (<http://www.newtactics.org/ru/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Swahili (<http://www.newtactics.org/sw/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Turquie (<http://www.newtactics.org/tr/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Ukrainien (<http://www.newtactics.org/uk/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Ordou (<http://www.newtactics.org/ur/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

En Ouzbèke (<http://www.newtactics.org/uz/tools/new-tactics-human-rights-resource-practitioners>)

The Albert Einstein Institute Guide on “Self-Liberation: A Guide to Strategic Planning for Action to End a Dictatorship or Other Oppression”

Sharp, Gene; Raqib, Jamila. [Albert Einstein Institute](http://www.aeinstein.org): 2009. Boston, U.S.A..

C'est un guide de planification stratégique, conçu pour aider les personnes qui veulent constituer une société civile forte et mettre en place une démocratie solide et leur apprendre comment réagir à la répression.

En Anglais (<http://www.aeinstein.org/selflib/SelfLiberation.pdf>)

Women's Human Rights Defenders' Security Strategies: Insiste, Persiste, Resiste, Existe Barry, Jane; Nainar, Vahida. Urgent Action Fund for Human Rights: 2008. Ottawa, Canada.

Ce guide utilise des témoignages personnels et des citations pour présenter les différentes perspectives sur comment le fait d'être un défenseur des droits de l'homme peut avoir des répercussions négatives sur la famille et comment se protéger en conséquence. Ce guide traite également de la façon dont les femmes peuvent se mettre en réseau avec les organisations internationales.

En Arabe

(<http://www.kvinnatillkvinna.se/sites/default/files/Insiste%20Persiste%20Resiste%20Existe%20Arabis%20ka.pdf>)

En Bosniaque (http://www.kvinnatillkvinna.se/sites/default/files/BOSNIAN-Insiste-Persiste-Resiste-Existe-webversion-final_0.pdf)

En Anglais (<http://www.urgentactionfund.org/assets/files/Resiste/Resiste-Final-Web.pdf>)

En Français

(http://www.kvinnatillkvinna.se/sites/default/files/FINAL_WEB_French_Insiste_Persiste_0.pdf)

En Russe (http://www.kvinnatillkvinna.se/sites/default/files/Insiste_Ryska.pdf)

En Espagnol

(<http://www.urgentactionfund.org/assets/files/Resiste/FINAL%20SPANISH%20Insiste%20Persiste%20Resiste%20Existe.pdf>)

Defending Human Rights: A Resource Book for Human Rights Defenders

Protecting Human Rights in the East and Horn of Africa: 2007. Ouganda.

Le livre donne un aperçu sur les questions des droits de l'homme les plus pressantes dans plusieurs pays d'Afrique, et propose différentes façon pour régler ce problème sans mettre les militants ou les défenseurs des droits de l'homme en danger. Le guide fait également référence à la Déclaration des Droits de l'Homme et le rôle de la loi nationale.

[En Anglais \(http://www.defenddefenders.org/documents/Defending%20Human%20Rights%20-%20A%20Resource%20Book.pdf\)](http://www.defenddefenders.org/documents/Defending%20Human%20Rights%20-%20A%20Resource%20Book.pdf)

Nouveau Manuel de Protection Pour Les Défenseurs des Droits de l'Homme 3^{ème} Edition

Fernández, Enrique; Caraj, Marie. [Protection Internationale](#): 2009. Belgique.

Ce nouveau manuel fournit aux défenseurs des droits de l'homme des connaissances supplémentaires et certains outils qui pourraient être utiles pour améliorer leur compréhension en matière de sécurité et de protection. Le manuel vise à soutenir la formation sur la sécurité et aide les défenseurs à faire leur propre évaluation et définir les règles et les procédures de sécurité qui correspondent à leur situation .

[En Anglais \(http://www.protectionline.org/New-Protection-Manual-for-Human.html\)](http://www.protectionline.org/New-Protection-Manual-for-Human.html)

[En Français \(http://www.protectionline.org/Nouveau-Manuel-de-protection-pour.html\)](http://www.protectionline.org/Nouveau-Manuel-de-protection-pour.html)

[En Portugais \(http://www.protectionline.org/IMG/pdf/NPMfHRD_portuguese.pdf\)](http://www.protectionline.org/IMG/pdf/NPMfHRD_portuguese.pdf)

[En Espagnol \(http://www.protectionline.org/Nuevo-Manual-de-Proteccion-para.html\)](http://www.protectionline.org/Nuevo-Manual-de-Proteccion-para.html)

7. LA SECURITE NUMERIQUE

A Guide to Anonymous Blogging with Wordpress and Tor

Zuckerman, Ethan. [Global Voices Advocacy](#): 2007

Ce guide est conçu pour aider les militants et le grand public de manière générale à exprimer leurs opinions politiques ou personnelles en ligne en toute sécurité. C'est un guide technique pour les blogs qui traitent des méthodes pour faire en sorte de protéger l'anonymat des écrits. Ce guide a été utilisé par les militants des droits de l'homme dans des dizaines de nations, par les humanitaires dans les pays totalitaires ainsi que par les dénonciateurs au sein des entreprises et des gouvernements.

[En Arabe](#)

[\(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/%d8%a7%d9%84%d8%aa%d8%af%d9%88%d9%8a%d9%86-%d8%a8%d8%a7%d8%b3%d9%85-%d9%85%d8%ac%d9%87%d9%88%d9%84-%d9%85%d8%b9-%d9%88%d9%88%d8%b1%d8%af%d8%a8%d8%b1%d8%b3-%d9%88-%d8%aa%d9%88%d8%b1/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/%d8%a7%d9%84%d8%aa%d8%af%d9%88%d9%8a%d9%86-%d8%a8%d8%a7%d8%b3%d9%85-%d9%85%d8%ac%d9%87%d9%88%d9%84-%d9%85%d8%b9-%d9%88%d9%88%d8%b1%d8%af%d8%a8%d8%b1%d8%b3-%d9%88-%d8%aa%d9%88%d8%b1/)

[En Chinois \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/anonymous-blogging-guide-now-available-in-chinese/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/anonymous-blogging-guide-now-available-in-chinese/)

[En Anglais \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/)

[En Persan \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/%d8%a8%d9%87-%da%a9%d9%85%da%a9-%d8%aa%d9%8f%d8%b1-%d9%88-%d9%88%d8%b1%d8%af%d9%be%d8%b1%d8%b3%d8%8c-%d9%86%d8%a7%d8%b4%d9%86%d8%a7%d8%b3-%d9%88%d8%a8%d9%84%d8%a7%da%af-%d8%a8%d9%86%d9%88%db%8c%d8%b3/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/%d8%a8%d9%87-%da%a9%d9%85%da%a9-%d8%aa%d9%8f%d8%b1-%d9%88-%d9%88%d8%b1%d8%af%d9%be%d8%b1%d8%b3%d8%8c-%d9%86%d8%a7%d8%b4%d9%86%d8%a7%d8%b3-%d9%88%d8%a8%d9%84%d8%a7%da%af-%d8%a8%d9%86%d9%88%db%8c%d8%b3/)

[En Français \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/guide-fr/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/guide-fr/)

[En Italien \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/scrivere-un-blog-anonimo-con-wordpress-e-tor/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/scrivere-un-blog-anonimo-con-wordpress-e-tor/)

[En Portugais \(http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/blogar-no-anonimato-com-wordpress-tor/\)](http://advocacy.globalvoicesonline.org/projects/guide/blogar-no-anonimato-com-wordpress-tor/)

Un Guide Pratique pour Protéger Votre Identité et Sécurité en ligne et Quand Utiliser les Téléphones Portables: Destiné aux Citoyens au Moyen Orient et en Afrique du Nord

Accès: Se mobiliser pour la Liberté Numérique Mondiale: 2011.

Ce guide a été rédigé pour les citoyens au Moyen Orient et en Afrique du Nord, pour ceux qui veulent utiliser la technologie en toute sécurité pour communiquer, s'organiser et partager des informations tout en protégeant leur vie privée et leur sécurité. Il est destiné pour un large public ayant des connaissances de base en informatique et qui voudraient savoir quelles sont les mesures à prendre pour se protéger en ligne et utiliser les téléphones portables en toute sécurité. Ce guide fournit des conseils pratiques et des outils pour réduire la surveillance et le contrôle et protéger la vie privée et combattre la censure.

En Arabe (<http://docs.google.com/viewer?url=https%3A%2F%2Fwww.accessnow.org%2Fpage%2F-%2Fdocs%2F-%2520%2520%2520%D8%AF%D9%84%D9%8A%D9%84%2520%D8%B9%D9%85%D9%84%D9%8A%2520%D9%84%D9%84%D8%A2%D9%85%D8%A7%D9%86%2520%D8%A3%D8%AB%D9%86%D8%A7%D8%A1%2520%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%88%D8%A7%D8%AC%D8%AF%2520%D8%B9%D9%84%D9%89%2520%D8%A7%D9%84%D8%A5%D9%86%D8%AA%D8%B1%D9%86%D8%AA%2520%D9%85%D8%A7%D8%B1%D8%B3%25202011%2520%D8%A8%D8%A7%D9%84%D9%84%D8%BA%D8%A9%2520%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%B1%D8%A8%D9%8A%D8%A9-1.pdf>)

En Anglais (<https://www.accessnow.org/pages/protecting-your-security-online>)

Digital Security and Privacy for Human Rights Defenders

Frontline Defenders: 2009. Londres , Angleterre.

Ce guide explique les différents risques liés à l'informatique et à l'internet et propose des idées pour les traiter. Il explore également ces questions de manière théorique dans le cadre des libertés universelles. Les sujets abordés comprennent la sensibilisation à la sécurité, l'évaluation des menaces, et la sauvegarde des informations.

En Anglais (<http://www.frontlinedefenders.org/eseaman>)

En Espagnol (http://www.frontlinedefenders.org/files/en/eseaman.es_.pdf)

En Vietnamien (http://www.frontlinedefenders.org/files/eseaman.vi_.pdf)

Guia de Seguridad en Redes Sociales

ESET.

Ce guide explique les différentes menaces à la sécurité qui peuvent survenir lorsqu'on utilise les sites de réseautage en ligne comme Facebook et LinkedIn et fournit des conseils sur la façon de se protéger contre ces menaces.

En Espagnol (http://www.eset-la.com/pdf/documento_redes_sociales_baja.pdf)

How to Communicate Securely in Repressive Environments

DigiActive: 2009.

Il s'agit d'un petit guide qui décrit les mesures de sécurité pour les téléphones portables, les appareils photo, les ordinateurs portables, les clés USB et d'autres logiciels.

En Anglais (<http://irevolution.net/2009/06/15/digital-security/>)

Survival in the Digital Age

Tactical Technology Collective: 2010. Royaume Uni.

C'est une série de vidéos d'animation sur la sécurité Internet et comment protéger votre ordinateur, votre téléphone portable et autres appareils numériques .

[La bande-annonce est disponible en Arabe, en Birman, en Anglais, en Français, en Allemand, en Italien, en Polonais, en Portugais et en Espagnol; toutefois, la série est disponible en Anglais uniquement.

En Anglais (<https://www.onorobot.org/>)

Everyone's Guide to By-Passing Internet Censorship

The Citizen Lab, University de Toronto: 2007. Montréal, Canada.

Ce guide a été conçu pour expliquer comment contourner la censure sur Internet aux utilisateurs qui n'ont pas des connaissances techniques, ainsi que les outils, méthodes et stratégies qui pourraient être utilisés pour contourner le filtrage du contenu internet.

[En Birmanee \(http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-burmese.pdf\)](http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-burmese.pdf)

[En Anglais \(http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-english.pdf\)](http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-english.pdf)

[En Russe \(http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-russian.pdf\)](http://citizenlab.org/guides/everyones-guide-russian.pdf)

Techniques Pour Eviter la Surveillance et la Censure

[RFA Unplugged](#): 2011.

Le guide présente différentes façons pour protéger la liberté d'expression en ligne dans les pays totalitaires. Le guide met l'accent sur six principaux points: comprendre l'évaluation des risques, se protéger contre les logiciels malveillants (virus et logiciels espions), choisir le canal de communication le moins risqué, protégez vos pages contre la surveillance et la censure, faites attention à ce que vous publier et où publier, ainsi que l'utilisation des tors.

[En Anglais \(http://www.rfaunplugged.org/2011/02/07/cyber-self-defence-techniques-for-avoiding-surveillance-and-the-censor/\)](http://www.rfaunplugged.org/2011/02/07/cyber-self-defence-techniques-for-avoiding-surveillance-and-the-censor/)

Comment Utiliser Facebook si Vous Etes dans un Régime Répressif

Meier, Patrick. Irevolution: 2011.

Ce guide décrit comment les régimes répressifs utilisent Facebook à leur profit. Il traite des risques liés à l'utilisation de Facebook et comment les minimiser.

[En Anglais \(http://irevolution.net/2011/02/10/facebook-for-repressive-regimes/\)](http://irevolution.net/2011/02/10/facebook-for-repressive-regimes/)

New: Circumvention Tool Usage Report

Roberts, Hal; Zuckerman, Ethan; York, Jillian; Faris, Robert; and Palfrey, John. Harvard University: 2010.

Ce rapport propose des outils sur comment contourner les filtres sur Internet pour accéder au contenu qui est par ailleurs bloqué par les gouvernements .

[En Anglais \(http://cyber.law.harvard.edu/node/6421\)](http://cyber.law.harvard.edu/node/6421)

Security In-A-Box: Tools and Tactics for Your Digital Security.

[NGO-In-A-Box](#). [Tactical Technology Collective](#). [Frontline Defenders](#).

Cette boîte à outils comporte des informations sur comment vous protéger des menaces numériques, comment éviter la possibilité de menaces physiques, comment créer et garder un mot de passé , comment récupérer l'information perdue, comment détruire les informations sensibles et assurer une communication privée et anonyme sur Internet.

[En Arabe \(https://security.ngoinabox.org/ar/download\)](https://security.ngoinabox.org/ar/download)

[En Anglais \(https://security.ngoinabox.org/en/download\)](https://security.ngoinabox.org/en/download)

[En Français \(https://security.ngoinabox.org/fr/welcome\)](https://security.ngoinabox.org/fr/welcome)

[En Russe \(https://security.ngoinabox.org/ru/welcome\)](https://security.ngoinabox.org/ru/welcome)

[En Espagnol \(https://security.ngoinabox.org/es/welcome\)](https://security.ngoinabox.org/es/welcome)

[En Vietnamien \(https://security.ngoinabox.org/vi/welcome\)](https://security.ngoinabox.org/vi/welcome)

REMERCIEMENTS

Le Mouvement Mondial pour la Démocratie et le Centre International Portant sur la Loi régissant les Organisations à But Non Lucratif (ICNL) voudraient exprimer leur profonde gratitude aux centaines d'organisations de la société civile de différentes parties du monde qui ont participé au projet Défendre la Société Civile et aux activités connexes depuis 2007, y compris ceux qui ont participé dans la récente enquête et aux consultations régionales. Leurs connaissances, leur précieuse contribution et leurs documents ont servi de fondement pour l'élaboration du contenu du guide pratique.

Enfin, le Mouvement Mondial pour la Démocratie et l'ICNL voudraient remercier les donateurs suivants pour leur généreux soutien qui a rendu possible l'élaboration de ce guide pratique:



Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce international Canada